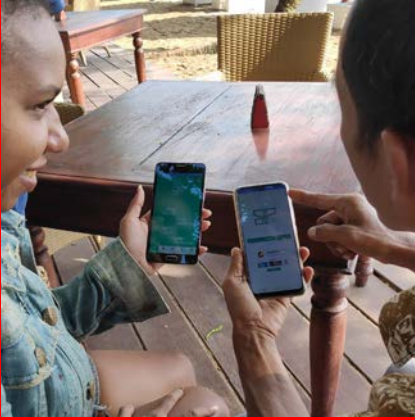




# Rapport annuel Annual report Jaarverslag 2020





[www.asf.be](http://www.asf.be)

Justice  
for a  
**fairer  
world**





**Fr**

Créée en 1992 à Bruxelles, Avocats Sans Frontières (ASF) est une ONG internationale spécialisée dans l'accès à la justice et la défense des droits humains. Notre mission principale est d'accompagner l'émancipation des citoyens, et notamment ceux-elles en situation de vulnérabilité, dans la revendication et la réalisation de leurs droits.

De Kinshasa à Tunis, de Jakarta à Kampala, nos équipes informent les populations sur leurs droits, renforcent la société civile et les avocat.e.s pour mieux accompagner les justiciables, et encouragent les réformes législatives pour un meilleur respect des droits humains.

Established in Brussels in 1992, Avocats Sans Frontières (ASF) is an international NGO specialising in defending human rights and access to justice. Our principal mission is to assist people, particularly those in a vulnerable situation, to become emancipated by demanding and asserting their rights.

From Kinshasa to Tunis, from Jakarta to Kampala, our teams inform people about their rights, help civil society and lawyers to provide them with better assistance, and promote legislative reforms designed to increase respect for human rights.

**Nl**

Advocaten Zonder Grenzen (ASF), opgericht in 1992 te Brussel, is een internationale NGO die gespecialiseerd is in rechtstoegang en in de verdediging van de mensenrechten. Onze voornaamste missie is het ondersteunen van de emancipatie van burgers, en in het bijzonder van hen die in een kwetsbare situatie verkeren bij het opeisen en realiseren van hun rechten.

Van Kinshasa tot Tunis en van Jakarta tot Kampala informeren onze teams mensen over hun rechten, versterken ze het maatschappelijk middenveld en de advocaten zodat zij burgers beter kunnen ondersteunen, en moedigen ze hervormingen van wetgeving aan voor een groter respect van de mensenrechten.

# Table des matières

## Inhoudsopgave



*Mission dans la sous-région de Karamoja, Ouganda*  
*Field mission in the Karamoja sub-region, Uganda*  
*Missie naar de subregio Karamoja, Oeganda*

Ce rapport est multilingue : la table des matières indique dans quelle(s) langue(s) chaque contribution est disponible.

This report is multilingual: the table of contents indicates which language(s) each contribution is available in.

Dit verslag is meertalig: de inhoudstafel geeft aan in welke taal (of talen) elke bijdrage beschikbaar is.

3	Mot de bienvenue <b>FR</b> Word of welcome Welkomstwoord <b>NL</b>
6	Remerciements <b>FR</b> Acknowledgements Dankwoord <b>NL</b>
8	Thématiques globales <b>FR</b> Global issues Globale thema's <b>NL</b>
8	• Monitoring Covid-19 <b>FR</b> Covid-19 monitoring Monitoring Covid-19 <b>NL</b>
10	• Mémoire coloniale <b>FR</b> Colonial past Koloniale erfenis <b>NL</b>
14	• Detention ExPEERience <b>FR</b> Detention ExPEERience Detention ExPEERience <b>NL</b>
16	L'année 2020 en quelques temps forts <b>FR</b> Highlights of 2020 Het jaar 2020 in enkele hoogtepunten <b>NL</b>
20	ASF en Indonésie / ASF in Indonesia / ASF in Indonesië <b>NL</b>
22	ASF au Maroc / ASF in Morocco / ASF in Marokko <b>FR</b>
24	ASF en Ouganda / ASF in Uganda / ASF in Oeganda
28	ASF en République centrafricaine / ASF in the Central African Republic / ASF in de Centraal-Afrikaanse Republiek <b>FR</b>
32	ASF en République démocratique du Congo / ASF in the Democratic Republic of Congo / ASF in de Democratische Republiek Congo <b>FR</b>
36	ASF en Tunisie / ASF in Tunisia / ASF in Tunesië <b>FR</b>
40	Rapport financier <b>FR</b> Financial report Financieel verslag <b>NL</b>

# Mot de Bienvenue

Fr

*Chantal van Cutsem,  
Directrice générale  
d'Avocats Sans Frontières*

En 2020, les citoyen.ne.s du monde entier ont subi la secousse provoquée par la pandémie de Covid-19. Tout le monde fut affecté, et ce à tous les étages de la société. Mais tout le monde n'a pas subi cette crise de la même manière. Et il est très vite apparu que nous n'étions pas tous égaux face à elle. Au-delà de différences importantes dans la qualité des systèmes de santé, c'est l'impact sur nos droits et libertés qui diffère fortement en fonction des pays. À l'intérieur de chaque pays, c'est souvent le statut et la situation socio-économique qui ont déterminé le degré de vulnérabilité des individus face aux mesures prises pour endiguer la pandémie, souvent sources de discriminations indirectes.

Dans plusieurs de nos pays d'intervention, nous avons rapidement décidé d'effectuer, en collaboration avec nos partenaires, un monitoring de l'impact de ces mesures sur les populations concernées. Le résultat de ce monitoring nous a permis de nourrir notre plaidoyer et d'interpeller l'opinion publique et les décideur.euse.s sur la proportionnalité des mesures prises et le respect des libertés et de l'État de droit.

Au sein d'ASF, la pandémie et ses défis sont venus alimenter notre vision du monde et nos réflexions. Dans de nombreux contextes, des dynamiques inquiétantes se sont renforcées. Les dérives autoritaires et répressives se multiplient, l'espace civique se rétrécit et les intérêts privés gangrènent toujours plus la gouvernance et la souveraineté des États. Notre mission, la mise en place d'un État de droit basé sur les droits humains, nous apparaît donc plus importante que jamais. Et c'est ce à quoi nous travaillons au quotidien avec de nombreux partenaires et allié.e.s dans les pays où nous intervenons.

L'année écoulée nous a montré à quel point ces menaces étaient pesantes dans le Nord également. C'est pourquoi nous souhaitons aborder ces enjeux globalement, en collaborant avec une multiplicité d'acteur.rice.s, pour trouver des leviers de changement et faire progresser notre action.

Pour aller dans ce sens, en 2020, nous avons mis en place plusieurs contentieux stratégiques pour dénoncer des situations qui ont tant un

impact en Europe que dans des pays d'Afrique du Nord ou centrale. Nous avons saisi la Cour Européenne des Droits Humains pour des dossiers concernant des migrant.e.s tunisien.ne.s, le Point de Contact National de l'OCDE en France pour les activités extractives d'une entreprise française en Tunisie, ou encore l'État congolais pour les conditions inhumaines de détention dans ses prisons et des situations de détention arbitraire.

Notre travail de monitoring nous a permis d'interpeller des décideur.euse.s dans plus de dix pays, en partant de constats partagés. Nous avons rejoint plusieurs réseaux (Poverty is not a crime, Alliance Sécurité et Libertés, ...) pour joindre nos efforts à ceux de nombreuses organisations afin de faire entendre davantage notre voix.

Être une ONGI en 2020 demande beaucoup de remise en question. En Belgique, à la suite du mouvement Black Lives Matter, alors que le Parlement fédéral mettait en place une Commission pour aborder le passé colonial belge et que le secteur du développement s'emparait de cette question, ASF a tenté humblement de contribuer aux réflexions qui permettront de faire face aux inégalités structurelles et à l'héritage colonial dans notre société.

2020 nous a également permis d'accélérer la transition digitale que nous avons déjà entamée au sein de l'organisation. La réduction de la mobilité internationale ne nous a pas empêché.e.s de poursuivre notre action dans nos pays d'intervention et des conférences virtuelles ont permis de rassembler des personnalités du monde entier sur des enjeux cruciaux. Pour l'avenir, 2020 a aussi été l'occasion de travailler sur le développement d'une plateforme d'expertise collaborative, Justice ExPEERience, dont le lancement officiel se tiendra en 2021.

Mais plus que tout, ce contexte nous a rappelé la richesse des échanges en face à face, des rencontres, de l'intelligence collective qui jaillit lorsque nous nous retrouvons. Et l'intensité du manque, quand cela n'est pas possible. Je nous souhaite, à tou.te.s, beaucoup de retrouvailles en 2021 !



In 2020, citizens all over the world were shaken by the Covid-19 pandemic. Everyone was affected, at all levels of society. But not everyone was affected in the same way. And it soon became clear that we were not all equal in the face of this crisis. Beyond the important differences in the quality of health systems, it is the impact on our rights and freedoms that differed greatly from country to country. Within each country, it was often the socio-economic status and situation that determined the degree of vulnerability of individuals to the measures taken to contain the pandemic, which were often sources of indirect discrimination.

In several of our intervention countries, we quickly decided to monitor, in collaboration with our partners, the impact of these measures on populations. The results of this monitoring have enabled us to support our advocacy and to question public opinion and decision-makers on the proportionality of the measures taken and the respect of individual freedoms and the rule of law.

At ASF, the pandemic and its challenges have fuelled our vision of the world and our reflections. In many contexts, worrying dynamics have been reinforced. Authoritarian and repressive tendencies are spreading, civic space is shrinking and private interests are increasingly undermining the governance and sovereignty of States. Our mission, the establishment of the rule of law based on human rights, is therefore more important than ever. And this is what we are working on every day with many partners and allies in the countries where we operate.

The past year has shown us how serious these threats are in the North too. This is why we want to tackle these issues globally, by working with a wide range of actors, to find levers for change and to move our action forward.

To move in this direction, in 2020 we set up several strategic litigation cases to denounce situations that have an impact in Europe as well as in North and Central African countries. We took cases to the European Court of Human Rights concerning Tunisian migrants, to the OECD's National Contact Point in France for the extractive activities of a French company in Tunisia, and to the Congolese state for the

inhuman conditions of detention in its prisons and situations of arbitrary detention.

Our monitoring work has enabled us to question decision-makers in more than ten countries, based on shared observations. We have joined several networks (Poverty is not a crime, Alliance Sécurité et Libertés, ...) to join our efforts with those of many organisations in order to make our voices heard.

Being an INGO in 2020 requires a lot of self-examination. In Belgium, following the Black Lives Matter movement, as the Federal Parliament set up a Commission to address Belgium's colonial past and as the development sector took up the issue, ASF humbly tried to contribute to the reflections that will help address structural inequalities and colonial legacies in our society.

2020 also allowed us to accelerate the digital transition that we had already started within the organisation. The reduction in international mobility did not prevent us from continuing our work in the countries where we operate, and virtual conferences brought together personalities from all over the world to discuss crucial issues. For the future, 2020 was also an opportunity to work on the development of a collaborative expertise platform, Justice ExPEERience, which will be officially launched in 2021.

But more than anything, this context reminded us of the richness of face-to-face exchanges, of meetings, of the collective intelligence that arises when we meet. And the intensity of the lack, when this is not possible. I wish us all many reunions in 2021!

# Welkomstwoord

NI

*Chantal van Cutsem,  
Algemene directeur van  
Advocaten Zonder Grenzen*

In 2020 werd heel de wereld door elkaar geschud door de Covid-19 pandemie. Iedereen werd getroffen, op alle niveaus van de samenleving. Toch werd niet iedereen op dezelfde manier getroffen. En het werd al snel duidelijk dat wij niet allemaal gelijk waren. Afgezien van de belangrijke verschillen in de kwaliteit van de gezondheidszorg, zijn het de gevolgen voor onze rechten en vrijheden die van land tot land sterk verschillen. Binnen elk land bepaalde vaak de sociaal-economische status en situatie eigenlijk de mate van kwetsbaarheid voor de gevolgen van de maatregelen ter bestrijding van de pandemie, die vaak bronnen van indirecte discriminatie bleken.

In verschillende van onze interventielanden hebben wij snel besloten om, in samenwerking met onze partners, de gevolgen van deze maatregelen voor de betrokken bevolkingsgroepen te monitoren. De resultaten van deze monitoring hebben ons in staat gesteld onze pleidooien te ondersteunen en de publieke opinie en de beleidsmakers te bevragen over de proportionaliteit van de genomen maatregelen en de eerbiediging van de vrijheden en de rechtsstaat.

Binnen ASF hebben de pandemie en haar uitdagingen onze visie op de wereld en onze denkoefeningen gevoed. In veel contexten werd de versturende dynamiek versterkt. Het aantal autoritaire en repressieve excessen nam toe, de civiele ruimte krimpde en particuliere belangen ondermijnden steeds meer het bestuur en de soevereiniteit van de staten. Onze missie, het vestigen van een rechtsstaat op basis van mensenrechten, is daarom belangrijker dan ooit. En dat is waar wij elke dag aan werken met de vele partners en bondgenoten in de landen waar wij actief zijn.

Het afgelopen jaar is gebleken hoe ernstig deze bedreigingen ook in het Noorden zijn. Daarom willen wij deze kwesties wereldwijd aanpakken, door samen te werken met een brede waaier van actoren, om hefboomen voor verandering te vinden en onze actie vooruit te helpen.

Om die richting in te slaan, hebben wij in 2020 een aantal strategische rechtszaken opgezet om situaties aan de kaak te stellen die zowel in Europa als in Noord- en Centraal-Afrika gevol-

gen hebben. Wij hebben zaken betreffende Tunesische migranten aanhangig gemaakt bij het Europees Hof voor de Rechten van de Mens, bij het nationaal contact van de OESO in Frankrijk voor de winningsactiviteiten van een Frans bedrijf in Tunesië, en bij de Congolese staat voor de onmenselijke omstandigheden in de gevangenissen en de willekeurige hechtenis.

Onze monitoringwerkzaamheden hebben ons in staat gesteld om, op basis van gemeenschappelijke waarnemingen, de beleidsmakers in meer dan tien landen te ondervragen. Wij hebben ons aangesloten bij verschillende netwerken (Poverty is not a crime, Alliance Sécurité et Libertés, ...) om onze inspanningen te bundelen met die van vele andere organisaties en zo onze stem te laten horen.

Om in 2020 een internationale NGO te kunnen zijn, moeten wij ook onszelf in vraag durven stellen. In België, heeft ASF, na de Black Lives Matter-beweging, toen het Federale Parlement een Bijzondere commissie oprichtte om het Belgische koloniale verleden aan te pakken en toen de ontwikkelingssector bij deze kwestie stilstand, nederig geprobeerd bij te dragen tot de denkoefening die ons in staat zal stellen de structurele ongelijkheden en de koloniale erfenis in onze samenleving aan te pakken.

2020 stelde ons ook in staat om de digitale transitie die wij binnen de organisatie al opgestart hadden, te versnellen. De vermindering van de internationale mobiliteit heeft ons er niet van weerhouden ons werk in de landen waar wij actief zijn verder te zetten, en onlineconferenties hebben ons in staat gesteld prominente sprekers uit de hele wereld bijeen te brengen om stil te staan bij enkele cruciale kwesties. Als wij kijken naar de toekomst, dan was 2020 ook de gelegenheid bij uitstek om te werken aan de ontwikkeling van een gezamenlijk expertiseplatform, Justice ExPEERience, dat in 2021 officieel van start zal gaan.

Maar meer dan wat ook herinnerde deze bijzondere context ons aan de rijkdom die volgt uit persoonlijke contacten, ontmoetingen en aan de collectieve intelligentie die oplaait wanneer wij elkaar ontmoeten. Evenals aan de intensiteit van het gemis, wanneer dit niet mogelijk is. Ik wens ons allen veel reünies toe in 2021!

# Remerciements

## Dankwoord

MERCI  
À TOUTES  
ET TOUS!  
THANK YOU!

### Fr

À nos donateur.rice.s et sympathisant.e.s.  
À nos partenaires financiers et opérationnels.  
Aux membres de notre Assemblée générale,  
de notre Conseil d'administration et de nos équipes.  
Grâce à vous, les populations en situation de vulnérabilité ont davantage accès à la justice et peuvent faire valoir leurs droits.

To our donors and supporters.  
To our financial and operational partners.  
To the members of our General assembly, our Board of directors, and our teams.  
Thanks to you, people in vulnerable situations have better access to justice and can better assert their rights.

### NI

Aan onze donors en sympathisanten.  
Aan onze financiële en operationele partners.  
Aan de leden van onze Algemene vergadering, van onze Raad van bestuur en van onze teams.  
Dankzij jullie hebben mensen in een kwetsbare situatie een betere rechtstoegang en kunnen ze hun rechten doen gelden.





## Bailleurs de fonds institutionnels

### Institutionele geldschieters

- Austrian Development Agency
- British Embassy in the Democratic Republic of Congo
- Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor
- Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs
- Bureau of Near Eastern Affairs
- Le Conseil de l'Europe / Council of Europe
- Coopération belge au Développement / Belgische ontwikkelingssamenwerking
- Fonds fiduciaire européen Bêkou pour la République centrafricaine / European Bêkou Trust Fund for the Central African Republic
- Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme
- International Development Law Organisation
- Immigrant Legal Resource center
- Ministère français de l'Europe et des Affaires Etrangères – Centre de crise et de soutien
- Nederlandse Ambassade in de Democratische Republiek Congo
- Nederlands Ministerie van Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking
- Open Society Foundations
- Programme des Nations Unies pour le développement / United Nations Development
- Programme
- UK Government (UK aid)
- Union européenne / European Union
- Wallonie-Bruxelles International

### Barreaux belges

### Belgische balies

- Nederlandse Orde van Advocaten van de Balie van Brussel (NOAB)
- Ordre des avocats à la Cour de Cassation / Orde van advocaten bij het Hof van Cassatie



- Ordre des avocats du barreau de Liège
- Ordre des barreaux francophones et germanophone (AVOCATS.BE)
- Ordre van Advocaten provincie Antwerpen
- Orde van Advocaten van de balie Leuven
- Orde van Vlaamse Balies (OVB)

### Autres /

### Andere

- Amicale des référendaires et des anciens référendaires de la Cour de justice et du Tribunal de la fonction publique de l'Union européenne

### Partenaires en communication

### Vaste partners in communicatie

- Advocatennet.be
- Jubel

# Thématiques globales

## Globale thema's

Fr

### Covid-19 : Monitoring État de droit et libertés publiques

Partout dans le monde, la pandémie a donné lieu à l'introduction de mesures restrictives pour limiter la propagation du Covid-19. Pour ASF, il est rapidement apparu fondamental de s'assurer que cette réponse soit proportionnée et ne porte pas atteinte aux libertés individuelles et à l'État de droit. Car même s'il n'est pas contestable qu'il est légitime pour des gouvernements de prendre des mesures exceptionnelles en temps de pandémie, les risques d'instrumentalisation pour limiter les droits fondamentaux de la population sont bien réels, et ce autant dans les contextes fragiles (notamment post-conflits et/ou régimes autoritaires) que dans les démocraties établies.

Les mesures adoptées ont engendré d'importantes limitations des droits et des libertés. Par exemple, l'interdiction de circulation a ainsi non seulement porté atteinte à la liberté de mouvement, mais également au droit à l'éducation, au droit au travail, voire dans certains cas au droit à la santé ou au droit à l'alimentation.

Les craintes suscitées par ces limitations des droits fondamentaux ont été également alimentées par une absence remarquable de la notion de droits humains des discours politiques menant à la prise de décision des autorités.

C'est pour ces raisons qu'ASF a mené un travail de monitoring dès le début de la crise dans plusieurs de ses pays d'intervention : La Belgique, la République démocratique du Congo, la Tunisie, l'Ouganda et l'Indonésie. Pendant plusieurs mois, ASF a publié des analyses, des articles et des rapports sur le résultat de ce monitoring, notamment pour alerter l'opinion publique et demander une réponse de la part des autorités.

Throughout the world, the pandemic has led to the introduction of restrictive measures to limit the spread of Covid-19. For ASF, it quickly became essential to ensure that this response was proportionate and did not infringe on individual liberties and the rule of law. Even if it is not disputable that it is legitimate for governments to take exceptional measures in times of pandemic, the risks of instrumentalisation to limit the fundamental rights of the population are very real, and this is true both in fragile contexts (particularly post-conflict and/or authoritarian regimes) and in so-called established democracies.

The measures adopted have led to significant limitations on rights and freedoms. For example, the ban on movement has not only affected freedom of movement, but also the right to education, the right to work, and in some cases the right to health or the right to food.

The fears raised by these limitations on fundamental rights have also been fuelled by a notable absence of the notion of human rights from the political discourses leading to the decision-making of the authorities.

It is for these reasons that ASF conducted monitoring work from the beginning of the crisis in several of its countries of intervention: Belgium, the Democratic Republic of Congo, Tunisia, Uganda and Indonesia. For several months, ASF published analyses, articles and reports on the results of this monitoring, in particular to alert public opinion and demand a response from the authorities.

NI

## Covid-19: Monitoren van de rechtsstaat en de openbare vrijheden

Overall ter wereld leidde de pandemie tot de invoering van beperkende maatregelen om de verspreiding van Covid-19 in te perken. Voor ASF werd het al snel duidelijk dat het van essentieel belang is om ervoor te zorgen dat deze reactie proportioneel is en geen inbreuk maakt op de individuele vrijheden en de rechtsstaat. Zelfs al valt niet te betwisten dat het legitiem is dat regeringen in tijden van pandemie uitzonderlijke maatregelen nemen, toch zien we dat het risico op instrumentalisering om de fundamentele rechten van de bevolking in te perken zeer reëel is, en dit evenzeer in kwetsbare omgevingen (met name post-conflictsituaties en/of autoritaire regimes) als in gevestigde democratieën.

De genomen maatregelen hebben geleid tot aanzienlijke beperkingen van de rechten en vrijheden. Zo tastte het verbod om zich te verplaatsen niet alleen de bewegingsvrijheid aan, maar ook het recht op onderwijs, het recht op arbeid, en in sommige gevallen zelfs het recht op gezondheid of het recht op voedsel.

De vrees als gevolg van deze beperking voor enkele fundamentele rechten wordt ook gevoeld door de opvallende afwezigheid van het begrip mensenrechten in het politieke discours dat aan de besluitvorming bij de overheden voorafgaat.

ASF heeft daarom vanaf het prille begin van de crisis gezorgd voor de nodige monitoring in verschillende van haar landen waar ze actief is: België, de Democratische Republiek Congo, Tunesië, Oeganda en Indonesië. Gedurende verschillende maanden heeft ASF analyses, artikelen en rapporten gepubliceerd over de resultaten van deze monitoring, met name om de publieke opinie wakker te schudden en een reactie van de overheden te eisen.



La crise sanitaire en Belgique :  
un terrain fertile pour les discriminations indirectes?

*Publication d'une étude sur les discriminations indirectes liées à la crise pandémique*

*Release of a study on indirect discriminations caused by the global health crisis*

*Publicatie van een studie over indirecte discriminatie in verband met de pandemische crisis*



## Justice transitionnelle et mémoire coloniale : un espace de réflexion et d'action pour aborder le passé colonial et ses conséquences contemporaines

En 2020, le décès de George Floyd aux États-Unis a donné naissance à un mouvement mondial contre les inégalités raciales. Dans les anciennes puissances coloniales européennes, telles que la Belgique et la France, une partie de la société civile s'est mobilisée pour réclamer un débat sur les préjudices subis par les populations racisées vivant en Europe et par les populations des pays anciennement colonisés.

En Belgique, ce débat a été particulièrement animé et a été suivi par la création d'une commission spéciale chargée d'examiner le passé colonial de la Belgique en République démocratique du Congo, au Rwanda et au Burundi. Depuis sa création, cette commission a été le sujet de nombreuses tensions et controverses. La composition et la nature de la commission ont été décriées par nombres d'acteur.rice.s et l'affiliation de la commission au parlement fédéral belge laisse craindre de possibles instrumentalisation politiques du mécanisme. À cela s'ajoute le risque bien réel d'une division parmi les organisations de la société civile qui représentent la diaspora de ces anciennes nations colonisées, notamment à cause de l'implication de ces pays dans de nombreux conflits depuis la fin de la colonisation.

Ces différents éléments pourraient mettre à mal le processus dans son ensemble et mettre de côté les vrais enjeux que sont la mémoire coloniale, les réparations et la réconciliation. Ces dynamiques menacent cette opportunité unique d'affronter les injustices historiques de la colonisation.

Pour ASF, Il est rapidement apparu fondamental de créer un espace de réflexion qui dépasse les divisions et les tensions parmi les acteur.rice.s de la société civile, les appuie dans la formulation de leur demande et implique les acteur.rice.s institutionnel.le.s qui souhaitent se joindre à ce processus.

En 2020, ASF a lancé le projet « Taking Action on Colonial Past and its Legacies » (TACLE) qui consiste en une collaboration à deux niveaux. D'une part, au niveau des acteur.rice.s de la diaspora, le collectif des associations congolaises, burundaises et rwandaises et trois chercheur.euse.s de l'Université Libre de Bruxelles. Cette collaboration vise à alimenter le processus de la Commission Spéciale chargée d'examiner le passé colonial de la Belgique. D'autre part, ASF a collaboré avec le département d'anthropologie du Massachusetts Institute of Technologies pour aborder la question de la gestion du passé colonial d'un point de vue transnational. Ces collaborations ont abouti à la réalisation d'une vidéo sur la mise en place de la Commission Spéciale et à l'organisation d'une conférence internationale en ligne « Justice Now ? Faire face à l'héritage colonial de l'Europe après le mouvement Black Lives Matter ».



@ASF/Camille Burlet

In 2020, the death of George Floyd gave rise to a global movement against racial inequality. In former European colonial powers, such as Belgium and France, a section of civil society mobilised to call for a debate on the prejudices suffered by racialised populations living in Europe and by the populations of formerly colonised countries.

In Belgium, this debate was particularly lively and was followed by the creation of a special commission to examine Belgium's colonial past in the Democratic Republic of Congo, Rwanda and Burundi. Since its creation, this commission has been the subject of much tension and controversy. The composition and nature of the commission have been criticised by a number of actors, and the commission's affiliation with the Belgian federal parliament has led to fears of possible political instrumentalisation of the mechanism. In addition, there is the very real risk of a division among civil society organisations representing the diaspora of these former colonised nations, particularly because of the involvement of these countries in numerous conflicts since the end of colonisation.

These different elements could undermine the whole process and put aside the real issues of colonial past, reparations and reconciliation. These dynamics threaten this unique opportunity to address the historical injustices of colonisation.

For ASF, it quickly appeared fundamental to create a space for reflection that overcomes divisions and tensions among civil society actors, supports them in formulating their demands and involves institutional actors who wish to join this process.

In 2020, ASF launched the project «Taking Action on Colonial Past and its Legacies» (TACLE), which consists of collaboration on two levels. First, with diaspora actors, the collective of Congolese, Burundian and Rwandan associations and three researchers from the Université Libre de Bruxelles. This collaboration aims to feed the process of the Special Commission in charge of examining Belgium's colonial past. In addition, ASF collaborated with the Anthropology Department of the Massachusetts Institute of Technology to address the issue of dealing with the colonial past from a transnational perspective. These collaborations resulted in the production of a video on the implementation of the Special Commission and the organisation of an international online conference «Justice Now? Tackling legacies of Europe's colonial past in the wake of Black Lives Matter».



@ASF/Camille Burlet

## Transitionele justitie en koloniale erfenis: stilstaan bij het koloniale verleden om de hedendaagse gevolgen aan te pakken

In 2020 gaf de dood van George Floyd in de Verenigde Staten aanleiding tot een wereldwijde beweging tegen raciale ongelijkheid. In de vroegere Europese koloniale mogendheden, zoals België en Frankrijk, zette een deel van het maatschappelijke middenveld zich in om een debat te eisen over de vooroordelen waarmee de geracialiseerde bevolking die in Europa woont en de bevolking in de vroegere koloniën nog altijd geconfronteerd worden.

In België was dit debat bijzonder levendig en werd als gevolg hiervan een bijzondere commissie opgericht om het Belgische koloniale verleden in de Democratische Republiek Congo, Rwanda en Burundi te onderzoeken. Sinds haar oprichting is deze commissie het voorwerp geweest van heel wat spanningen en controverses. De samenstelling en de aard van de commissie werden door verschillende stakeholders bekritiseerd en de band van de commissie met het Belgische federale parlement doet vrezen voor een mogelijke politieke instrumentalisering. Bovendien bestaat er een zeer reëel risico van verdeeldheid bij de organisaties van het maatschappelijke middenveld die de diaspora vertegenwoordigen van deze vroegere gekoloniseerde landen, met name vanwege de betrokkenheid van deze landen bij talrijke conflicten sinds het einde van de kolonisatie.



@ASF/Camille Burlet

Deze verschillende elementen zouden het hele proces kunnen ondermijnen en de echte kwesties rond het koloniale verleden, de herstelbetalingen en de verzoening terzijde kunnen schuiven. Deze dynamiek vormt een bedreiging voor deze unieke kans om de historische onrechtvaardigheden van de kolonisatie aan te pakken.

Voor ASF werd het al snel duidelijk dat het van essentieel belang was om een ruimte voor reflectie te creëren die verder kijkt dan de verdeeldheid en spanningen tussen de stakeholders van het maatschappelijke middenveld, die hen zou steunen bij het formuleren van hun eisen en die institutionele stakeholders erbij zou betrekken die aan het proces wensen deel te nemen.

In 2020 lanceerde ASF het project Taking Action on Colonial Past and its Legacies (TACLE), dat bestaat uit samenwerking op twee niveaus. Enerzijds op het niveau van de diaspora-stakeholders, het collectief van Congolese, Burundese en Rwandese verenigingen en drie onderzoekers aan de Université Libre de Bruxelles. Deze samenwerking heeft tot doel het proces te voeden van de Bijzondere Commissie die belast is met het onderzoek naar het Belgische koloniale verleden. Anderzijds heeft ASF samengewerkt met het departement Antropologie van het Massachusetts Institute of Technologies (MIT) om de kwestie van het omgaan met het koloniale verleden vanuit een transnationaal perspectief te behandelen. Deze samenwerking heeft geleid tot een video over de oprichting van de Bijzondere Commissie en tot de organisatie van een internationale online conferentie met de titel « Justice Now? Stilstaan bij de Europese koloniale erfenis in het spoor van Black Lives Matter ».





## Detention ExPEERience

En Janvier 2020, ASF et ses partenaires ont lancé Detention ExPEERience, un réseau global d'avocat.e.s et d'expert.e.s provenant d'une dizaine de pays. Celui-ci cherche à agir positivement et durablement sur l'État de droit dans les champs judiciaire et pénitentiaire.

Rapidement après sa création, le réseau a mis sur pied des contentieux stratégiques dans deux des pays d'intervention d'ASF, la République centrafricaine et la République démocratique du Congo. Le 15 septembre 2020, une action en responsabilité de l'État a été déposée devant 4 juridictions en RDC. ASF et ses partenaires demandent aux juges de constater des situations de détention préventive arbitraire de très longue durée et l'état catastrophique des prisons, du notamment à la surpopulation carcérale. ASF, qui offre déjà une assistance légale aux détenus en attente d'un jugement, souhaite, à travers cette action, encourager l'adoption de bonnes pratiques et agir pour un changement structurel au sein du système pénal.

Pendant la pandémie de Covid-19, le réseau Detention ExPEERience a effectué un travail de monitoring de la situation des prisons au Bénin, au Burundi, en Centrafrique, en Ouganda, en RDC et en Tunisie, mais aussi en Europe (Belgique, France et Italie). Celui-ci s'est concentré sur les décisions politiques et juridiques adoptées durant la crise et leur impact sur les conditions de détention. Le résultat de ce travail a été présenté au mois de septembre lors de la Conférence internationale de l'aide légale (ILAC).

Toujours dans le contexte de la crise pandémique, ASF a développé et diffusé des modèles de requête de mise en liberté auprès des avocat.e.s pour solliciter la remise en liberté de détenu.e.s particulièrement fragilisés.e.s et pour lesquels une telle demande était justifiée.

En Belgique, le réseau a collaboré avec la Liège Human Rights Law Clinic. Les étudiant.e.s ont assisté les équipes de défense sur le terrain, particulièrement en RDC, sur des questions de droit international des droits humains, en particulier sur la détention arbitraire et les traitements inhumains et dégradants en prison.

In January 2020, ASF and its partners launched Detention ExPEERience, a global network of lawyers and experts from ten countries. It seeks to have a positive and sustainable impact on the rule of law in the judicial and prison fields.

Soon after its creation, the network set up strategic litigation in two of ASF's intervention countries, the Central African Republic and the Democratic Republic of Congo. On 15 September 2020, a state liability suit was filed before four courts in the DRC. ASF and its partners are asking the judges to recognize the situation of arbitrary pre-trial detention of very long duration and the catastrophic state of prisons, due in particular to prison overcrowding. ASF, which already provides legal assistance to prisoners awaiting trial, wishes to use this action to encourage the adoption of good practices and act for structural change within the penal system.

During the Covid-19 pandemic, the Detention ExPEERience network monitored the situation in prisons in Benin, Burundi, Central African Republic, Uganda, DRC and Tunisia, as well as in Europe (Belgium, France and Italy). Its work focused on the political and legal decisions taken during the crisis and their impact on prison conditions. The results of this work were presented in September at the International Legal Aid Conference (ILAC).

Also in the context of the pandemic crisis, ASF developed and disseminated model release applications to lawyers to request the release of particularly vulnerable detainees for whom such a request was justified.

In Belgium, the network collaborated with the Liège Human Rights Law Clinic. Students assisted defence teams in the field, particularly in the DRC, on issues of international human rights law, in particular on arbitrary detention and inhuman and degrading treatment in prison.





*Prison centrale de Makala  
@ASF/Camille Burlet*

**NI**

## Detention ExPEERience

In januari 2020 lanceerde ASF, samen met haar partners, Detention ExPEERience, een wereldwijd netwerk van advocaten en experts afkomstig uit tien landen dat ernaar streeft een positieve en blijvende invloed op de rechtsstaat te hebben op judiciair en penitentiair vlak.

Kort na de oprichting startte het netwerk enkele strategische geschillen op in twee van de landen waar ASF actief is, nl. de Centraal-Afrikaanse Republiek en de Democratische Republiek Congo. Op 15 september 2020 werd bij vier rechtbanken in de DRC een vordering wegens overheidsaansprakelijkheid ingesteld. ASF en haar partners vragen de rechters kennis te nemen van situaties van willekeurige voorlopige hechtenis van zeer lange duur en van de catastrofale toestand van de gevangenen, die met name te wijten is aan de overbevolking in de gevangenen. ASF, dat reeds rechtsbijstand verleent aan gedetineerden die op hun proces wachten, wenst met deze actie de invoering van best practices aan te moedigen en te ijveren voor structurele veranderingen binnen het strafrechtelijke systeem.

Tijdens de Covid-19 pandemie heeft het netwerk Detention ExPEERience de situatie in gevangenen in Benin, Burundi, Centraal-Afrikaanse Republiek, Oeganda, DRC en Tunesië, alsook

in Europa (België, Frankrijk en Italië) gevolgd. Deze werkzaamheden waren gericht op de politieke en juridische beslissingen die tijdens de crisis genomen zijn en de gevolgen daarvan voor de omstandigheden in de gevangenen. Het resultaat van deze werkzaamheden werd in september voorgesteld tijdens de International Legal Assistance Conference (ILAC).

Eveneens in de context van de pandemie, heeft ASF modelverzoeken tot vrijlating uitgewerkt en verspreid onder advocaten om de vrijlating te vragen van bijzonder kwetsbare gedetineerden voor wie een dergelijk verzoek gerechtvaardigd was.

In België heeft het netwerk samengewerkt met de Liège Human Rights Law Clinic. Studenten hebben ter plaatse, met name in de DRC, verdedigingsteams bijgestaan in kwesties betreffende de internationale mensenrechtenwetgeving, in het bijzonder betreffende willekeurige detentie en onmenselijke en vernederende behandeling in de gevangenis.



# TEMPS FORTS

20  
Fr 20

25 FÉVRIER

## **Journée d'échange sur la Justice Transitionnelle en Ouganda**

ASF et ses partenaires organisent une journée de dialogue pour discuter des stratégies à mettre en place pour assurer l'implémentation de la Politique Nationale de Justice Transitionnelle en Ouganda.

MARS

## **Création du hub méditerranée à Tunis**

Un bureau régional est ouvert à Tunis pour prendre en charge le développement de l'organisation dans la région Méditerranée.

21 AVRIL

## **Lancement d'un service d'assistance légale en ligne en Tunisie**

ASF lance un service en ligne pour aider et orienter juridiquement les justiciables dans le cadre de la crise pandémique (questions liées aux violences commises à l'encontre des femmes, au droit du travail et au droit pénal).

20 MAI

## **Événement de plaidoyer à Jakarta**

ASF organise un événement de plaidoyer sur le thème des violences à l'encontre des femmes et des enfants à Jakarta.

17 JUILLET

## **Création d'une commission parlementaire chargée d'examiner le passé colonial de la Belgique, ses conséquences et les suites à y apporter**

La commission spéciale est chargée de faire la clarté sur le passé colonial de la Belgique au Congo, au Rwanda et au Burundi et d'en tirer des enseignements pour l'avenir. À côté de l'examen du rôle des acteurs concernés et de l'impact économique de la colonisation sur la Belgique et les pays colonisés, la commission formulera des recommandations sur la réconciliation et sur la manière d'aborder le passé.

15 SEPTEMBRE

## **Dépôt d'une action en responsabilité contre l'État congolais**

Le réseau Detention ExPEERience introduit une action en responsabilité de l'État congolais devant 4 juridictions, notamment pour dénoncer des situations de détention arbitraire.

13 OCTOBRE

## **Étude sur les discriminations indirectes**

Dans le cadre de son projet de monitoring, ASF publie une étude sur les discriminations indirectes résultant des mesures restrictives prises pour lutter contre la pandémie COVID 19.

## **24 NOVEMBRE-8 DÉCEMBRE Audiences foraines en République centrafricaine**

ASF soutient l'organisation d'audiences foraines qui ont permis la délivrance d'actes de naissance à 1037 enfants.

NOVEMBRE

## **Création du hub Afrique de l'Est**

Un bureau régional est ouvert à Kampala pour prendre en charge le développement de l'organisation en Afrique de l'Est.

3 DÉCEMBRE

## **Ouverture d'une deuxième clinique juridique à Rabat**

ASF et ses partenaires ouvrent une deuxième clinique juridique avec la faculté de Souissi à Rabat.

DÉCEMBRE

## **ASF rejoint la campagne « Poverty is not a crime »**

ASF se joint à d'autres organisations pour promouvoir la dépenalisation et la déclassification des délits mineurs.

25 FEBRUARY

ASF and its partners organise a day of dialogue to discuss strategies to ensure the implementation of the National Transitional Justice Policy in Uganda.

MARCH

A regional office is opened in Tunis to handle the organisation's development in the Mediterranean region.

21 APRIL

ASF launches an online service to provide legal assistance and guidance to litigants in the context of the pandemic crisis (issues related to violence against women, labour law and criminal law).

20 MAY

ASF organises an advocacy event on the theme of violence against women and children in Jakarta.

17 JULY

The special commission is charged with clarifying Belgium's colonial past in Congo, Rwanda and Burundi and drawing lessons for the future. Besides examining the role of the actors involved and the economic impact of colonisation on Belgium and the colonised countries, the commission will make recommendations on reconciliation and how to deal with the past.

15 SEPTEMBER

The Detention ExPEERience network files an action against the Congolese State before 4 courts, notably to denounce situations of arbitrary detention.

13 OCTOBER

As part of its monitoring project, ASF publishes a study on indirect discrimination resulting from restrictive measures taken to combat the COVID 19 pandemic.

24 NOVEMBER-8 DECEMBER

ASF supports the organisation of mobile court hearings which have enabled the delivery of birth certificates to 1,037 children.

NOVEMBER

A regional office is opened in Kampala to take charge of the organisation's development in East Africa.

3 DECEMBER

ASF and its partners open a second legal clinic with the Souissi faculty in Rabat.

DECEMBER

ASF joins other organisations to promote the decriminalisation and declassification of minor offences.

# HOOGTEPUNTEN

20  
NI 20

25 FEBRUARI

## **Debatdag rond transitionele justitie in Oeganda**

ASF en haar partners organiseren een dag van debat en dialoog waarbij strategieën besproken worden om de implementatie van het Nationale Beleid voor Transitionele Justitie in Oeganda te verzekeren.

MAART

## **Oprichting van de mediterrane hub in Tunis**

In Tunis wordt een regionaal kantoor geopend om de uitbouw van de organisatie in het Middellandse Zeegebied in goede banen te leiden.

21 APRIL

## **Start van een onlinedienst voor rechtsbijstand in Tunesië**

ASF lanceert een onlinedienst om juridische bijstand en begeleiding te verlenen aan rechtzoekenden in de context van de pandemie (kwesties in verband met geweld tegen vrouwen, arbeidsrecht en strafrecht).

20 MEI

## **Advocacy in Jakarta**

ASF organiseerde in Jakarta een evenement rond het thema 'geweld tegen vrouwen en kinderen'.

17 JULI

## **Oprichting van een parlementaire commissie om het Belgische koloniale verleden, de gevolgen ervan en de follow-up te onderzoeken**

De bijzondere commissie is belast met het ophelderen van het Belgische koloniale verleden in Congo, Rwanda en Burundi en het trekken van lessen daaruit voor de toekomst. De commissie zal zich niet alleen buigen over de rol van de betrokken actoren en de economische gevolgen van de kolonisatie voor België en de gekoloniseerde landen, maar ook aanbevelingen formuleren over verzoening en over de wijze waarop met het verleden omgegaan moet worden.

15 SEPTEMBER

## **Overheidsaansprakelijkheidsvordering tegen de Congolese staat**

Het netwerk Detention ExPEERience stelt bij vier rechtbanken een vordering in tegen de Congolese staat, onder meer wegens willekeurige hechtenis.

13 OKTOBER

## **Studie over indirecte discriminatie**

In het kader van haar monitoring-project publiceert ASF een studie over de indirecte discriminatie als gevolg van de beperkingen ter bestrijding van de COVID 19-pandemie.

24 NOVEMBER - 8 DECEMBER

## **Mobiele zittingen in de Centraal-Afrikaanse Republiek**

ASF steunt de organisatie van mobiele zittingen, die het mogelijk maakten geboortekanten te bezorgen aan 1.037 kinderen.

NOVEMBER

## **Oprichting van de hub in Oost-Afrika**

In Kampala werd een regionaal kantoor geopend om de uitbouw van de organisatie in Oost-Afrika in goede banen te leiden.

3 DECEMBER

## **Opening van een tweede wetswinkel in Rabat**

ASF en haar partners openen een tweede wetswinkel met de Souissi-faculteit in Rabat.

DECEMBER

## **ASF sluit zich aan bij de campagne «Poverty is not a crime»**

ASF sluit zich aan bij andere organisaties om de depenalisering en decriminalisering van kleine delicten te bepleiten.







NI



Throughout the world, the increase of cases of violence against women has been an unfortunate feature of the COVID-19 pandemic. And Indonesia was no exception. Based on the data gathered by our local partners, the number of submitted complaints has suffered a 50% increase in Jakarta between 2019 and 2020. Those figures are another reminder of the gender inequalities still strongly embedded in family structures in Indonesia.

And those inequalities have been aggravated by a lack of consideration for gender discrimination in the formulation of COVID-19 policies in the country. Availability of social services accessible to women victims of violence remains too scarce. Physical and mental support services, sufficient allocated budgets, access to information and a safe environment, ability to file complaints, ... are so many fields that need to be worked on in order to further help victims.

Considering this vast number of areas to improve, ASF has decided to focus its action on advocacy efforts to encourage authorities to provide multi-disciplinary services to support

women who are faced with these issues. In 2020, ASF conducted several online meetings with paralegals and formulated recommendations to the local government as a continuation of its advocacy efforts for establishing an integrated criminal justice system in Indonesia.

The latest advocacy led by ASF and its partners has already seen the Jakarta governor take measures for preventing and handling cases of violence against women and children. Among those measures, posts have been created in public transportation to allow women to file their complaints and an online application and a hotline number have been implemented to facilitate further the filing of complaints. The local government has also committed to providing safe housing and legal, social and health facilities to victims. The new policy also recognizes the state as responsible for raising awareness about gender equality.

This new approach by the State and its recognition of the need for the implementation of multi-disciplinary services to improve access to justice for women victims of violence could become important precedents in Indonesia for other justice seekers. This represents a major progress in the approach to access to justice in the region and ASF hopes this can be built on to further advance human rights in the country.

## Geïntegreerde dienstverlening en een veilige omgeving bieden voor vrouwen die het slachtoffer zijn van huiselijk geweld tijdens de pandemie

Wereldwijd is de toename van geweld tegen vrouwen een betreuenswaardig gevolg van de COVID-19-pandemie geweest. Indonesië vormde daarop geen uitzondering. Op basis van de gegevens die onze lokale partners verzameld hebben, zien we dat het aantal ingediende klachten in Jakarta tussen 2019 en 2020 met 50% gestegen is. Deze cijfers herinneren ons er nog maar eens aan dat de ongelijkheid tussen mannen en vrouwen nog steeds sterk verankerd is in de Indonesische samenleving.

Doordat de formulering van het COVID-19-beleid geen rekening hield met genderdiscriminatie, zijn deze ongelijkheden nog scherper geworden. De beschikbaarheid en toegankelijkheid van de sociale diensten voor vrouwelijke slachtoffers van huiselijk geweld blijven veel te schaars. Fysieke en mentale hulpverlening, voldoende budgetten, toegang tot informatie en een veilige omgeving, mogelijkheid om klacht in te dienen, ... zoveel verschillende domeinen waaraan gewerkt moet worden om de slachtoffers verder te helpen.

Gezien de vele domeinen die voor verbetering vatbaar zijn, heeft ASF besloten om haar actie te focussen op advocacy om de overheden aan te moedigen om multidisciplinaire dienstverlening aan te bieden ter ondersteuning van

vrouwen die met deze problemen geconfronteerd worden. In 2020 hield ASF verschillende onlinevergaderingen met rechtspractici en formuleerde men aanbevelingen voor de lokale overheden, als uitloper van het pleidooi voor de oprichting van een geïntegreerd strafrechtelijk systeem in Indonesië.

De laatste pleidooien van ASF en hun partners hebben er reeds toe geleid dat de gouverneur van Jakarta maatregelen heeft genomen om gevallen van huiselijk geweld tegen vrouwen en kinderen te voorkomen en aan te pakken. Zo zijn er in het openbaar vervoer mogelijkheden gecreëerd waar vrouwen hun klacht kunnen indienen en werd er een onlinetoepassing en hotline opgezet om het indienen van klachten te vergemakkelijken. De lokale overheid heeft ook toegezegd om slachtoffers een veilige huisvesting en juridische, sociale en gezondheidsfaciliteiten te bieden. Verder erkent het nieuwe beleid dat de staat verantwoordelijk is voor de bewustmaking inzake gendergelijkheid.

Deze nieuwe aanpak en de erkenning van de behoefte aan implementatie van multidisciplinaire dienstverlening om de toegang tot rechtspraak voor vrouwelijke slachtoffers van huiselijk geweld te verbeteren, zouden in Indonesië een belangrijk precedent kunnen vormen voor andere rechtzoekenden. Dit is een heel belangrijke stap vooruit in de aanpak van de toegang tot rechtspraak in de regio en ASF hoopt dat hierop verder gebouwd kan worden om de mensenrechten in het land verder uit te bouwen.

Indonesian Legal Resource Center (ILRC)  
& Lembaga Bantuan Hukum Jakarta  
(LBH Jakarta)

Belgium Development Cooperation

5 years (2017 > 2021)

EUR 861,825



40 advocacy meetings were held in three provinces : Jakarta, Yogyakarta and Bali.

1 position paper regarding water privatization was published.

2 academic papers regarding legal aid were published.

ASF joined 13 joint releases.

21 online meetings with local partners were held.



# ASF au Maroc

Fr



## Les cliniques juridiques pour soutenir l'accès à la justice en temps de pandémie

Partout dans le monde, la pandémie a éloigné encore un peu plus les justiciables de la justice. Au Maroc, ASF mise depuis plusieurs années sur des cliniques juridiques, installées dans des universités, pour promouvoir l'accès à la justice, particulièrement pour les personnes en situation de vulnérabilité. Sous la supervision d'enseignant.e.s et de professionnel.le.s du droit, des étudiant.e.s y délivrent des services juridiques à la population.

Durant la pandémie, ces structures ont permis à ASF et ses partenaires de maintenir le lien avec les justiciables, et notamment avec l'un de leur principal public cible : les femmes victimes de violence. Car l'un des effets pervers du confinement imposé pour contenir la propagation du virus fut l'augmentation conséquente des signalements de faits de violences conjugales. L'impossibilité de se déplacer et la fermeture de certaines administrations privèrent les victimes de violence conjugale des systèmes de prise en charge habituels.

Pour répondre à ce problème, la clinique juridique a continué à assurer des consultations et de l'orientation juridiques via des consultations téléphoniques et par l'intermédiaire de l'appli-

cation WhatsApp. En prenant en compte les habitudes d'utilisation des bénéficiaires, ASF a pu maintenir le contact avec les femmes victimes de violence pour les accompagner durant le confinement.

La pandémie a aussi représenté un défi pour l'organisation des cliniques juridiques. Les déplacements vers les prisons et les centres de protection mais aussi l'accès aux locaux des cliniques juridiques furent limités. Pour pallier à cette situation, 4 avocates ont assuré un service via différentes plateformes digitales (Zoom et WhatsApp) pour accueillir les appels des justiciables et répondre à leurs besoins en matière d'écoute, de conseil et d'orientation juridiques.

Les séances de coaching et de renforcement des capacités en ligne à l'attention des étudiant.e.s ont connu un réel succès. Malgré quelques difficultés d'adaptation au début, les étudiant.e.s, soutenu.e.s par des avocat.e.s, ont pu assurer la réception des plaintes et l'orientation des victimes.

Les cliniques juridiques ont également organisé des procès fictifs via zoom, pour préparer les étudiant.e.s à la numérisation de la chaîne pénale du monde judiciaire (et en particulier aux procès à distance). Cette activité a permis à ASF d'anticiper les défis à venir liés à cette transformation.

## PROJET

**Partenaire :**  
Association ADALA  
« pour le droit à un  
procès équitable »

**Financement :**  
Coopération belge  
au Développement

**Durée :**  
5 ans (2017 > 2021)

**Budget :**  
EUR 812.880

## Améliorer l'accès à la justice et la protection des droits humains pour les groupes les plus vulnérables



*Table ronde sur les violences faites aux femmes*

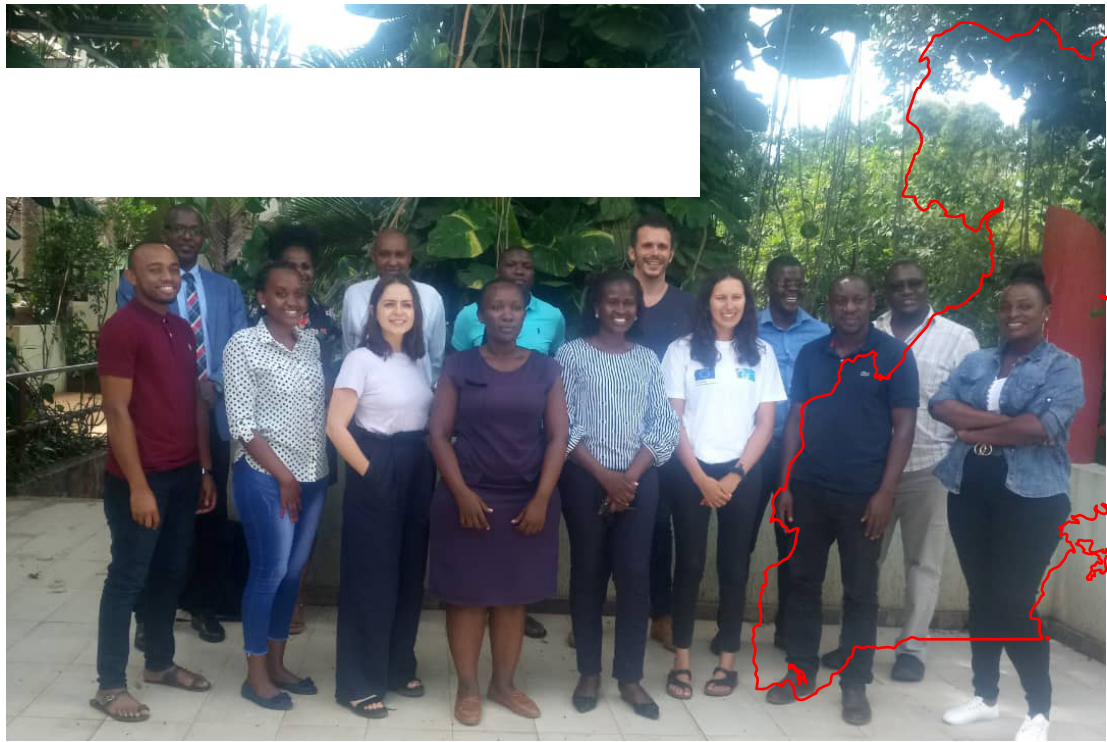


*Signature d'une convention avec la Faculté de Souissi à Rabat pour le lancement d'une deuxième clinique juridique*

## QUELQUES CHIFFRES

- 2 nouvelles cliniques juridiques sont ouvertes à Souissi et Marrakech.
- 500 personnes vulnérables ont bénéficié des services de la clinique juridique (consultation et orientation juridique).
- Une vingtaine de femmes en situation de vulnérabilité ont bénéficié d'un service l'assistance judiciaire.
- 160 étudiant.e.s ont bénéficié d'un renforcement de leurs capacités via les coachings et les formations.
- 31 avocat.e.s ont été formé.e.s sur les mécanismes de droit international (en matière de migration et d'asile) et leurs applications dans le contexte national.





In Uganda, access to justice is limited by the financial resources of local populations but also by the geographical distance to the courts of law. Most of the justice law and order services remain in the urban areas and central region with only 18.2% of the population in rural areas able to access a Magistrate court within a distance of 5km (compared to 56% in urban areas). This geographical distance creates a physical barrier that may result in victims or justice seekers relinquishing their rights.

Women face additional challenges as gender discrimination and patriarchal norms often discourage them to solve their disputes in State Courts. As it is considered inappropriate for women to talk about family matters in a public forum.

For all those reasons, many people use the informal justice system in order to resolve conflicts. And community-based mediators have a big role to play in order to assist local populations in their demands for justice, especially women who still face structural challenges on basis of gender and struggle to benefit from safe spaces to express their grievances.

ASF, through the DGD and LEWUTI mediation projects, provided mediation services to 633 people in 2020 in the Karamoja, Albertine and

the Acholi Sub regions. Mediations conducted by ASF trained practitioners have been well received. Under the LEWUTI project for example, 94% of beneficiaries expressed satisfaction about the services.

The project design has been a key factor in its success. ASF community-based mediation program, funded by ENABLE and DGD, provides a basis for a consistent and human rights-based approach to mediation. It empowers trusted individuals within the community by enhancing their skills in dispute resolution. The mediators work within their communities and provide free mediation services to the community.

Additionally, they are each attached to a coach and a mentor to continuously provide guidance in the areas of law, and referral services they may make use of. The continuous mentorship and coaching has improved the quality of mediations as well as referrals undertaken by the mediators. It has additionally enabled them to gain trust within the community and with local leaders and elders who constantly refer cases to the ASF trained mediators.

The services provided by the community-based mediators came in very handy at the height of Covid-19 pandemic, especially because of the restrictions that resulted from the crisis. The mediators constituted critical first line legal support providers during the global pandemic, which created more inequalities in access to justice especially in the rural areas.





Advocates for Natural Resources Governance and Development (ANARDE) & Civic Response on Environment and Development (CRED)

Belgium Development Cooperation

55 months  
(May 2017 > December 2021)

EUR 1.669.964



ANARDE

European Union

24 months  
(January 2020  
> December 2021)

EUR 500.000

See <http://www.laspnet.org/joomla-pages/reports/research-reports/377-access-to-justice-for-the-poor-marginalised-and-vulnerable-people-of-uganda/file>

Barefoot law	Enabel	24 months (February 2019 > February 2021)	EUR 131.735
LASPNET	Austrian Development Cooperation	36 months (November 2020 > October 2023)	EUR 1.200.000





Monthly coaching and mentorship provided by 6 coaches (3M, 3F) to 60 mediators (31M, 29F) (January – December).

Mediation handbook published in both English and Luo.

Gender Addendum for mediation published in English.

Refresher training on new areas such as conflict and gender sensitivity, land tenure conducted for 57 (29F, 28M) community based mediators in Northern Uganda.

Satisfaction survey carried out to measure the quality of the mediation services from the justice seeker's perspective. A total sample of 113 (63F, 50M) participants was reached.

223 mediations conducted by community based mediators.

3 participatory planning meetings conducted in Awach, Paicho and Bungatira as part of the sustainability plan of the LEWUTI project.

2 TJ stakeholders' dialogues held to check in with the different TJ actors.

1 exploratory mission in the Rwenzori region to identify victim's needs.

1 research on Government pledges and commitments to conflict affected communities in Teso, Acholi, Lango and Rwenzori regions.

1 research on access to land and transitional justice in the districts of Amuru, Nwoya and Kiryandongo.

ASF's contribution to the JLOS TJ policy magazine.

2 radio talk shows on the recommendations from the stakeholders meeting and TJ discourse.

Final validation of the Judicial Bench Book (28M, 31F).

18 (4F, 14M) lawyers trained on public interest litigation by ANARDE.

11 review meetings held with community based mediators and paralegals; 6 with mediators and 5 with paralegals (10F, 25M).

80 Mediation sessions held to resolve disputes in Abim, Moroto, Kotido, Hoima, Buliisa and Kikuube districts (125M, 64F).

49 (16F, 33M) community based mediators taken through a refresher training on legal aspects of mediations, conflict and gender sensitivity as well as land rights by ASF and ANARDE.

3,120 people (1626F, 1494M) reached during 15 sessions of general community awareness raising, 7 specific sensitizations targeting women, 6 radio talk shows and 330 spot messages aired in the Albertine and Karamoja regions.

14 public interest litigation cases being handled.

4 legal aid clinics held benefiting 24 people (9F, 15M).

15 forums held- assisting dialogues with relevant stake holders with an estimated number of 578 people (408M, 170F).

1 policy brief on enhancing legal protection of communities affected by extractive industries in Uganda published.

2 Mini surveys with key stakeholders towards developing property rates for crops, trees and semi-permanent structures in Karamoja sub region, 22 participants (14M, 8F).



# ASF en République centrafricaine

Fr



## L'approche holistique de l'accès à la justice

Depuis plus de 5 ans déjà, ASF met les justiciables au centre de son action en République centrafricaine. En collaborant avec des professionnels du droit, mais également les acteurs de proximité et les organisations de la société civile, ASF travaille au plus près des populations locales pour les sensibiliser sur leurs droits et leur permettre de les réaliser.

Mais, dans un pays en proie à de nombreux conflits et à une instabilité politique persistante, l'action d'ASF doit aller au-delà de ce travail auprès des justiciables et des acteurs du droit pour contribuer à un changement structurel et durable. Celle-ci ne saurait être pertinente si elle ne s'inscrivait pas dans le contexte de la réforme de la justice en cours mais aussi dans l'effort de consolidation de la paix au niveau national.

C'est pourquoi, avec ses partenaires, ASF poursuit une approche holistique qui se concentre autour de 4 axes stratégiques qui se renforcent mutuellement.

Tout d'abord, ASF soutient les organisations de la société civile et les barreaux à travers un renforcement des capacités en matières de gestion des connaissances juridiques, de plaidoyer et d'organisation du travail d'aide légal et de défense des droits humains.

Ensuite, ASF agit pour créer des ponts entre la société civile et les autorités locales pour encourager les synergies et permettre à ces acteurs de collaborer pour construire un système judiciaire inclusif en phase avec les réalités de la population centrafricaine.

Enfin, ASF travaille au plus près des justiciables en mettant en place des mécanismes de résolution de conflits et en offrant un accompagnement aux victimes dans leurs demandes de justice pour qu'elles puissent revendiquer leurs droits.

Cette approche holistique, qu'ASF poursuit depuis 2015, doit renforcer l'Etat de droit et contribuer à la non-prolifération des conflits en République centrafricaine, conditions nécessaires à la réalisation des droits fondamentaux des citoyens et des Objectifs de Développement Durable définis par l'Organisation des Nations Unies.

## PROJETS

### Contribuer au renforcement de la cohésion sociale par l'amélioration de l'accès à la justice des personnes vulnérables en RCA

**Financement :**  
Ministère des  
Affaires Étrangères  
France

**Durée :**  
14 mois  
(octobre 2019  
> Décembre 2020)

**Budget :**  
EUR 157.323



*Audiences foraines pour la délivrance d'actes de naissance*

### Améliorer l'accès à la justice et la protection des droits humains en République centrafricaine



*Audiences foraines pour la délivrance d'actes de naissance*

**Financement :**  
Ministère des  
Affaires Étrangères  
France

**Durée :**  
12 mois  
(juin 2020 > mai 2021)

**Budget :**  
EUR 150.000

## Améliorer l'accès à la justice et la protection des droits humains en République centrafricaine

<b>Partenaire :</b> Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie	<b>Financement :</b> Union européenne	<b>Durée :</b> 24 mois (Janvier 2020 > Décembre 2021)	<b>Budget :</b> EUR 1.400.000
--	--	--	----------------------------------

## Contribuer à l'effectivité des droits humains en particulier les femmes et les détenu.e.s en République centrafricaine

<b>Partenaire :</b> Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie	<b>Financement :</b> Union européenne	<b>Durée :</b> 2 ans (février 2019 > janvier 2021)	<b>Budget :</b> EUR 600.000
--	--	---	--------------------------------

## QUELQUES CHIFFRES

- ASF et ses partenaires ont délivré 1029 consultations juridiques.
- ASF et ses partenaires ont assisté juridiquement 311 personnes.
- ASF a effectué une campagne de sensibilisation à l'attention de 9549 personnes.
- Les messages de sensibilisation relayés par la radio ont atteint une audience de près de 250.000 personnes.
- 248 acteur.rice.s ont bénéficié d'un renforcement de leurs capacités.
- 1037 mineur.e.s ont bénéficié d'un jugement supplétif d'actes de naissance.







# ASF en République démocratique du Congo

Fr



## La réparation pour les victimes de crimes internationaux en RDC, un enjeu majeur dans la lutte contre l'impunité

ASF est active dans la lutte contre l'impunité et la justice internationale en RDC depuis presque 15 ans. Durant cette période, l'organisation a été témoin de nombreux progrès en la matière mais déplore que les dispositifs déployés ne soient toujours à la hauteur des enjeux.

Car, alors que les conflits persistent, que la demande de justice des citoyens demeure pressante et que les procès et les condamnations s'enchaînent, les victimes peinent toujours à recevoir les réparations qui leur sont accordées par les cours et tribunaux. Économiques ou d'autre nature, ces réparations sont pourtant jugées fondamentales à la réalisation d'un réel processus de réconciliation en RDC. À ce jour, malgré une somme de presque 28 millions USD accordée à plus de 3.300 victimes, seule une décision de réparation a partiellement été exécutée.

En plus de ce constat, déjà accablant, la forme des réparations ordonnées posent deux problèmes majeurs. Tout d'abord, celles-ci ne peuvent être allouées que sur décision judiciaire, limitant l'accès à la justice de nombreuses victimes. Et, deuxièmement, le droit congolais ne permet que d'allouer des réparations pécuniaires et individuelles.

La nature des crimes commis, des préjudices causés et leur impact sur de larges portions de la population requièrent une réponse adaptée. ASF considère que le dispositif juridique congolais ne permet pas en l'état de satisfaire les exigences liées à ces procès pour crimes internationaux. Le droit pénal international prévoit par exemple la possibilité d'attribuer des réparations collectives et non pécuniaires, des dispositions qui n'ont toujours pas été intégrées dans la législation nationale.

Ces enjeux, ASF les défend aujourd'hui à travers le projet « Poursuivre la lutte contre l'impunité des crimes graves commis en RDC », financé par l'Union européenne, et mené en partenariat avec RCN Justice et Démocratie et Trial International.

La stratégie d'ASF et ses partenaires s'articule autour de 4 axes : l'accès à la justice des victimes, le renforcement de capacité des acteurs de terrain, un travail de sensibilisation et un travail de plaidoyer.

Grâce à la collaboration d'ASF et de ses partenaires avec les avocats des barreaux du Nord Kivu, de l'Ituri et du Maniema, plus de 500 victimes de crimes internationaux ont pu bénéficier d'un accompagnement juridique en 2020. Pour s'assurer que ces personnes bénéficient des meilleurs services possibles, ASF et ses partenaires ont organisé des formations sur la thématique des réparations et de leur exécution à l'attention d'avocats, ainsi que des formations à la collecte de données en matière de crimes internationaux à l'attention d'organisations de la société civile.

Enfin, en parallèle d'un travail de sensibilisation effectué auprès de victimes de crimes internationaux, ASF a effectué en 2020 un travail de plaidoyer pour condamner la non-exécution des jugements en faveur des victimes de la part de l'État congolais.

Selon ASF, il faut de toute urgence revoir en profondeur la place accordée aux victimes et aux réparations dans les nombreux procès de justice internationale qui se tiennent en RDC. Car, si ces enjeux ne sont pas rencontrés, c'est tout le processus de justice transitionnelle entamé dans le pays qui est en péril. Sa réussite est pourtant fondamentale pour permettre à la population de retrouver la confiance en ses institutions et d'envisager une réelle réconciliation au niveau nationale.

## PROJETS

### Soutenir les efforts de la lutte contre l'impunité en République Démocratique du Congo

**Partenaires :**  
TRIAL International,  
RCN Justice & Démocratie

**Financement :**  
Union Européenne

**Durée :**  
2 ans  
(1er mars 2019  
> 28 février 2022)

**Budget :**  
EUR 2.052.974,80



Plaidoiries lors du procès Sheka

### Placer les intérêts des populations locales au cœur de la gestion des ressources naturelles : transparence, redevabilité et protection des droits



Atelier sur la gestion des ressources naturelles

**Partenaires :**  
Cadre de Concertation de  
la Société Civile de l'Ituri sur  
les Ressources Naturelles (CdC/RN)  
et la Commission Diocésaine Justice  
et Paix de Boma (CDJP-B)

**Durée :**  
4 ans  
(octobre 2018  
> septembre 2022)

**Budget :**  
EUR 1.700.000



## Protéger les droits et libertés des porte-voix des populations congolaises

**Partenaires :**

Barreaux de Kinshasa/  
Matete, Lubumbashi et  
Mbuji-Mayi

**Financement :**

Ambassade  
des Pays-Bas

**Durée :**

2 ans  
(1er novembre 2018  
> 31 décembre 2020)

**Budget :**

EUR 497.139,54

## Appuyer et promouvoir la réalisation des droits des populations par leur participation à des mécanismes de prévention et de résolution des conflits efficaces, favorisant ainsi l'Etat de droit et la bonne gouvernance

**Partenaires :**

Barreaux de Goma et  
de Matadi,  
Commission Diocésaine  
Justice et Paix (CDJP,  
Matadi),  
Dynamique des Femmes  
Juristes (DFJ, Goma)

**Financement :**

Coopération belge  
au Développement

**Durée :**

5 ans  
(janvier 2017  
> décembre 2021)

**Budget :**

EUR 2.634.904



## QUELQUES CHIFFRES

### Détention

- 469 détenu·e·s bénéficiaires de séances de sensibilisation.
- 1.666 détenu·e·s bénéficiaires de consultations juridiques gratuites.
- 937 détenu·e·s en détention illégale ou irrégulière bénéficiaires d'une assistance judiciaire délivrée avant jugement.
- 728 détenu·e·s libéré·e·s.
- 8 contentieux stratégiques portés sur la responsabilité civile de l'État.

### Justice Pénale International

- 3 procédures ouvertes en matière de crimes internationaux qui aboutissent à une décision (première instance et/ou appel).
- 533 victimes ont été assistées en justice durant ces procès.
- 17 avocat.e.s formé.e.s sur la réparation et les rôles de l'avocat.e dans l'exécution des décisions.
- 18 membres des OSC ont été formé.e.s sur la collecte des données en matière de crimes internationaux.
- 4 dossiers documentés par les OSC appuyées par le projet et 10 missions appuyées.
- 1.113 victimes identifiées et sensibilisées durant ces missions de documentation.
- 2 procès ayant fait l'objet d'une observation critique régulière.
- 20 avocat.e.s sont accompagné.e.s dans 11 dossiers ouverts en phase pré-juridictionnelle et juridictionnelle.
- 1 plaidoyer lancé sur la non-exécution des jugements en faveur de victimes des crimes internationaux de la part de l'État congolais.
- 1 guide technique d'exécution des décisions judiciaires – jugements et arrêts – en matière de réparation a été produit.

### Résolution des conflits

- 1.162 personnes (dont 560 femmes – soit, 51,42%) sensibilisées et informées.
- 624 personnes (dont 257 femmes – soit 41,19%) bénéficiaires de consultations juridiques.
- 365 personnes (dont 94 femmes) bénéficiaires d'assistance judiciaire et non-judiciaire.
- 63 acteur.rice.s (dont 11 femmes) intervenant dans les processus de prévention et de résolution des conflits ont bénéficié d'activité de renforcement des capacités sur le processus de médiation.
- 13 acteur.rice.s (dont 2 femmes) intervenant dans les processus de prévention et de résolution des conflits ont bénéficié d'une formation de formateurs.
- Un guide pratique du médiateur (communautaire) intitulé « La médiation, ce qu'un facilitateur de résolution des conflits communautaires doit savoir » a été produit.

### Ressources naturelles

- En juin 2020, protocole d'entente avec IPIS et 8 OSC, formant un réseau de monitorings de violation des droits humains en lien avec l'exploitation des ressources naturelles en Ituri et dans le Haut Uele.
- En octobre 2020, extension des activités du projet dans la province du Haut Uele.
- 1.086 personnes dont 196 femmes bénéficiaires campagnes d'information et de sensibilisation.
- 48 campagnes de sensibilisation médiatique en Ituri, Haut Uele et au Kongo central.
- 166 alertes suivies et 126 vérifiées et rapportées sur la plateforme ULULA.
- 317 personnes dont 91 femmes bénéficiaires de consultations juridiques gratuites.
- 11 dossiers référés à ASF par les CAJAC pour une assistance juridique dont 2 sont suivi, 2 en cours d'analyse et 3 au cours de documentation.



# ASF en Tunisie

Fr



## La prison en Tunisie : inerties du tout répressif

En Tunisie, les acteur.rice.s de la chaîne pénale tendent à perpétuer les réflexes répressifs de l'ancien régime de Ben Ali. La surpopulation carcérale y reste très élevée : environ 131% de taux d'occupation avec 23.607 détenu.e.s à la fin 2020 (prévenu.e.s et condamné.e.s confondu.e.s) pour environ 18.000 places disponibles, avec pour corollaire des conditions de détention en deçà des standards internationaux.

Les mesures prises pour contrer la pandémie avaient permis d'infléchir un temps les chiffres. Entre mi-mars et fin avril, 8.551 détenu.e.s ont été libéré.e.s, soit une chute de 37% de la population carcérale. Cette décrue fut notamment le fruit de la mobilisation de plusieurs organisations de la société civile, dont Avocats Sans Frontières et ses partenaires du projet « L'Alternative ». En multipliant les appels à la décroissance de la population carcérale, la société civile a contribué à cette baisse notable du taux d'occupation des prisons.

Mais cette déflation historique ne fut que temporaire. Résultat de mesures conjoncturelles (grâces présidentielles, moindre placement en détention préventive et libérations conditionnelles accrues), cette baisse a rapidement été effacée par les dynamiques structurelles répressives dont souffre toujours la politique pénale tunisienne.

Le conservatisme des juges, les difficultés d'accès à une défense dès le moment de la garde à vue, le recours massif à la détention préventive (62% des personnes incarcérées sont des prévenu.e.s), l'emprisonnement pour des délits mineurs (comme la consommation de cannabis ou encore les chèques impayés), le faible recours aux peines alternatives à la prison sont autant de facteurs qui expliquent la persistance de ce taux élevé d'incarcération.

Changer les mentalités et s'éloigner de ces réflexes répressifs, notamment au niveau de la magistrature, est un travail à mener sur le long terme. C'est pourquoi une attention toute particulière est accordée au développement d'un plaidoyer auprès des acteur.rice.s de la chaîne pénale et des décideur.euse.s politiques. Celui-ci est d'autant plus important que des réformes du Code pénal et du Code de procédure pénale, dont l'aboutissement serait nécessaire à tout changement structurel significatif, sont en cours.

Pour contribuer à la réforme de la politique pénale et carcérale en Tunisie, ASF poursuit son travail auprès de ses partenaires malgré le ralentissement de la transition démocratique et une période d'instabilité politique en Tunisie. Notamment à travers son projet « L'Alternative », l'organisation fournit un appui technique et financier à des organisations de la société civile qui travaillent aux différents niveaux de la chaîne pénale (avant, durant et pendant l'incarcération).



## PROJET

### La ROUJOU3 Never again - La justice transitionnelle en Tunisie

**Partenaires :**  
Al Bawsala et  
le Forum Tunisien pour  
les Droits Économiques  
et Sociaux

**Financement :**  
Bureau of Democracy,  
Human Rights,  
and Labor (DRL)

**Durée :**  
5 ans  
(Septembre 2018  
> Octobre 2023)



Congrès national sur la justice transitionnelle

### Promouvoir des réformes efficaces du système judiciaire tunisien

**Financement :**  
Open Society  
Foundation

**Durée :**  
2 ans  
(Janvier 2020  
> Décembre 2021)

### Soutenir les personnes LGBTQI+ dans la lutte pour leurs droits

**Partenaires :**  
Damj et l'Association  
tunisienne de défense des  
libertés individuelles  
(ADLI)

**Durée :**  
5 ans  
(Décembre 2018  
> Décembre 2023)

### Adela - Accès à la justice pour des femmes en situations de vulnérabilité

**Partenaires :**  
L'association Tunisienne  
Des Femmes Démocrates  
(ATFD), Pour la Famille et  
l'Enfant (AMAL), Pour des  
Femmes sans Domicile  
(Beity), Le ministère des  
affaires sociales : la Direc-  
tion Générale de la Promo-  
tion Sociale

**Financement  
& co-financement:**  
Le Conseil de l'Europe,  
Organisation  
Internationale de Droit  
du Développement

**Durée :**  
18 mois  
(Juin 2020  
> Décembre 2021)

## Poursuivre les efforts pour assurer le respect des droits des détenu.e.s

**Partenaire :**  
Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme

**Durée :**  
3 ans  
(Août 2019 > Août 2021)

## Promouvoir un modèle de développement fondé sur les droits humains

**Partenaires :**  
Forum Tunisienne pour les Droits Économiques et Sociaux, IWATCH

**Financement :**  
Union Européenne

**Durée :**  
3 ans  
(Novembre 2019 > Octobre 2022)

## Appui à la société civile pour l'amélioration des conditions de détention et la réinsertion en Tunisie

**Partenaire :**  
Association Tunisienne de Lutte contre les MST et le SIDA (ATL)

**Financement :**  
Union Européenne

**Durée :**  
3 ans  
(Juin 2018 > Mai 2021)

## Contribuer au renforcement de l'État de droit en Tunisie par une meilleure confiance des citoyen.ne.s dans le système judiciaire

**Partenaire :**  
Le ministère des affaires sociales : la Direction Générale de la Promotion Sociale

**Financement :**  
Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

**Durée :**  
34 mois  
(Mars 2019 > Décembre 2021)

## Renforcer l'action de la société civile pour défendre les droits humains dans le contexte de la lutte contre le terrorisme

**Financement :**  
Open Society Foundation

**Durée :**  
30 mois  
(Janvier 2019 > Juin 2021)

## Améliorer l'accès aux services de prévention et de traitement ainsi que des droits humains des populations clés en Tunisie

**Partenaire :**  
Office national de la famille et de la population ONFP

**Financement :**  
Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme

**Durée :**  
18 mois  
(Juin 2020 > Décembre 2021)

## Sécurité et Droits Humains - Accès à la justice pour des femmes en situations de vulnérabilité

**Partenaire :**  
Alliance pour la Sécurité et les Libertés

**Financement :**  
Open Society Foundation

**Durée :**  
18 mois  
(Janvier 2020 > Juin 2021)

1222 personnes référées au centre d'écoute.

188 consultations juridiques fournies.

127 personnes ont bénéficié d'une assistance judiciaire.

12 affaires résolues en faveur de bénéficiaires.

38 personnes ont bénéficié d'aide légale.

2 formations ont été organisées.

3 webinaires ont été organisés.

142 personnes ont été formées.

250 personnes ont bénéficié de consultations juridiques.

102 dossiers judiciaires ont été pris en charge.

4 formations ont été organisées.

78 personnes ont été formées.

Réforme du système judiciaire.

5 personnes ont bénéficié d'une formation sur la Loi 5.

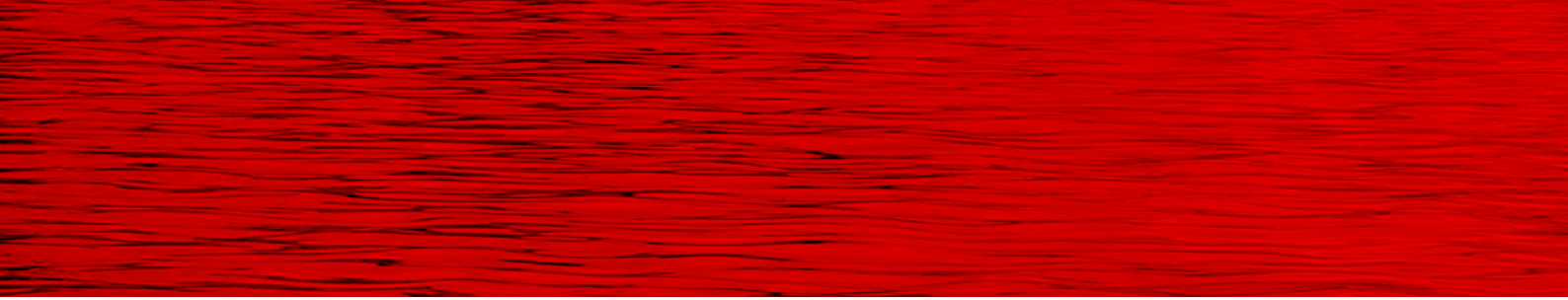


*Lancement du projet VIH-Droits humains*



*Remise de diplômes  
des auxiliaires de vie  
du centre de formation  
de BEYT SAWA*







Rapport financier  
Financial report  
Financieel verslag

# Rapport financier

## Revenus et structure de financement

Les revenus de l'organisation se sont élevés à **5.705.155,41€** en 2020, ce qui représente une augmentation de 14,5% par rapport à 2019 où ils s'élevaient à 4.980.147€ (+23% comparé à 2018).

Cette augmentation concerne uniquement les subsides de projets qui ont augmenté dans la majorité des pays d'intervention de l'organisation, notamment avec la signature de contrats importants en Tunisie et en Ouganda. De leur côté, les partenaires indonésiens sont venus volontairement cofinancer de façon conséquente le programme DGD (161K€ à eux seuls) ce qui a permis de réduire d'autant notre exposition au risque de cofinancement.

Non seulement notre base de bailleurs de fonds se diversifie : la coopération autrichienne comme nouveau bailleur, augmentation des financements américains et néerlandais etc... mais nous notons également une tendance à l'augmentation de l'enveloppe moyenne annuelle des projets. Celle-ci est passée, hors DGD, d'environ 130K€ en 2019, à 145K€ en 2020 et cette tendance se verra encore plus confirmée en 2021 avec un volume moyen de près de 275K€.

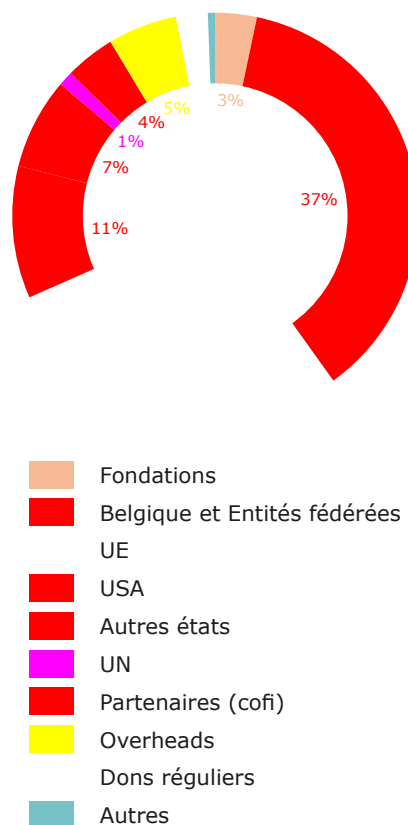
Pour ASF et ses partenaires, cela se traduit par des programmes plus ambitieux et une amélioration de notre valeur ajoutée non seulement thématique, mais également financière. En effet, les besoins en terme de rapportage des projets plus conséquents demandent un suivi moins important proportionnellement que celui des projets plus modestes.

La structure de financement ne varie pas par rapport à l'année passée : ASF bénéficie toujours majoritairement de fonds publics à hauteur de **97%** de ses revenus, et minoritairement de fonds privés : **2,5%** de dons et cotisations. Le montant des subsides ayant augmenté et celui des dons étant resté équivalent à celui de 2019, le ratio a privé/public donc légèrement baissé cette année.

## Origine des fonds

L'origine des fonds en 2020 est comparable à la situation de 2019, avec comme bailleurs principaux la Belgique (SPF Affaires étrangères et Coopération au Développement et ambassades) et ses entités fédérées (Wallonie-Bruxelles International) pour 2M€, l'Union européenne pour 1,6M€ et les Etats Unis avec 0,6M€.

Le solde des revenus provient des coopérations étatiques (principalement, Pays-Bas, France, Royaume-Uni, Suisse), des Nations Unies, de la fondation Open Society, de la valorisation des apports partenaires et des dons et cotisations.

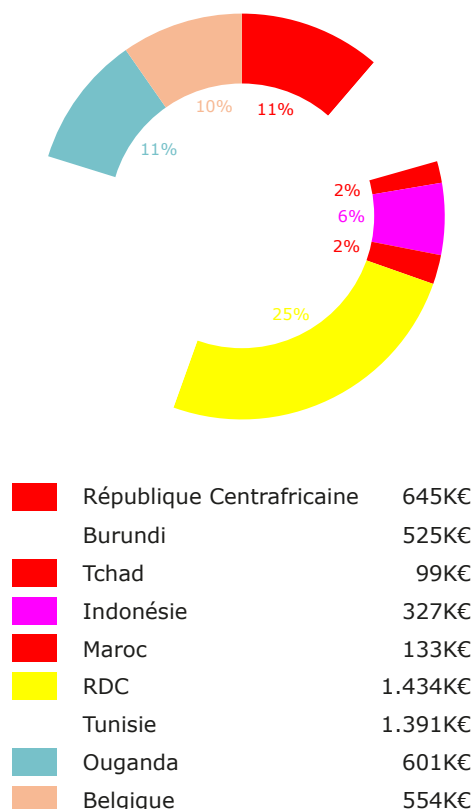




## Répartition géographique des dépenses

C'est en République démocratique du Congo que le volume financier de projets est le plus important, avec plus de 1,4 M€. Il représente à lui seul **25%** des dépenses de l'organisation. Il est suivi de près par la Tunisie avec **24%** des dépenses. Comptabilisé en terme de Hub, celui de Méditerranée (Maroc + Tunisie) pèse pour **27%**, celui d'Afrique de l'Est (Burundi + Ouganda), pèse quant à lui pour **20%** lançant une dynamique d'expansion dans la région qui devrait le faire passer au premier rang budgétaire en 2021 avec une estimation à **28%** du budget total d'ASF.

La Belgique représente **10%** des dépenses de l'organisation avec 554K€ (par rapport à 11% / 576K€ en 2019). Ce chiffre démontre la capacité d'ASF à faire absorber les coûts de Bruxelles sur les projets via un soutien effectif et reconnu de ces équipes aux bureaux pays grâce aux postes dits globaux. Ce montant permet d'assurer le fonctionnement des services centraux (direction, finances, ressources humaines, communication).



## ASF et ses partenaires

D'année en année, ASF consolide ses partenariats existants et en crée de nouveaux avec des organisations locales ou internationales dans le cadre de la mise en œuvre de ses projets.

En 2020, ASF a collaboré avec **40** organisations partenaires et ces derniers ont mis en œuvre **13%** du budget de l'organisation.

## Taux de mise en œuvre du budget

ASF a mis en œuvre **85 %** du budget présenté à l'Assemblée Générale pour l'année 2019.

Ce taux de mise en œuvre en deçà du budget s'explique par des difficultés opérationnelles liées à la pandémie et le report de presque un an du lancement d'un contrat de subvention important en Ouganda du gouvernement autrichien (signé), expliquant à lui seul 350K€ de sous-dépense. Le reste de la sous-dépense provient majoritairement du projet Justice pénale internationale en RDC. Comme expliqué lors de la présentation du budget 2021, la sous-exécution 2020 se retrouve dans l'augmentation du budget 2021.

		2020	2019	2018	2017
I. Ventes et prestations	70/74	5.689.662	4.980.147	4.633.760	3.926.582
A. Chiffre d'affaires	70	0	4.800.767	4.468.698	3.755.295
B. Cotisations, dons, legs, subsides...	73-74	5.689.662	179.380	165.063	171.287
B1. Cotisations	731	2.900	3.790	2.840	2.280
B2. Dons personnes physiques	7321/2	16.868	23.855	34.111	10.013
B3. Dons barreaux	7324	125.433	125.228	98.153	110.217
B4. Dons autres personnes morales	7323	0	4.050	9.236	12.780
B5. Subsides à l'emploi	738	18.474	19.446	18.552	
B6. Autres produits d'exploitation	74	1.067	3.011	2.170	28.193
II. Coût des ventes et prestations	60/64	-5.673.696	-5.141.606	-4.586.476	-3.884.670
A. Services et biens divers	61	-3.607.079	-3.194.543	-2.804.505	-2.216.358
B. Rémunérations, charges sociales, pensions	62	-2.078.131	-1.843.556	-1.716.287	-1.562.424
C. Amortissements	630	-4.200	-2.863	-3.553	-1.630
D. Réductions de valeur	631/4	1.056	-7.876	0	-5.586
E. Provisions pour risques et charges	635/7	83.495	-92.045	-62.131	-95.537
F. Autres charges d'exploitation	640/8	-68.837	-722	0	-3.134
III. Bénéfice d'exploitation	70/60	15.967	-161.459	47.284	41.912
IV. Produits financiers	75	17.593	41.058	91.947	82.852
V. Charges financières	65	-73.027	-31.139	-120.232	-149.170
VI. Bénéfice courant	70/65	-39.468	-151.540	18.999	-24.406
VII. Produits exceptionnelles	76	2.644	31.524	10.010	52.848
VIII. Charges exceptionnelles	66	0	-3.952	-4.136	-21.895
IX. Bénéfice/perte de l'exercice	70/66	-36.824	-123.968	24.874	6.547
A. Bénéfice/perte à affecter	70/69				
A1. Bénéfice/perte de l'exercice à affecter	70/68	-36.824	-123.968	24.974	6.547
A2. Bénéfice/perte de l'exercice précédent	790				
B. Affectation aux capitaux propres	691/2				
C. Résultat à reporter	793/693	-112.991	-76.167	47.801	22.928

## Compte de résultats (en EUR)

Le résultat annuel de cet exercice exceptionnel marqué par la pandémie de COVID-19 est négatif de **36 824€**. Il est à noter que ce résultat acte, conformément à nos règles d'évaluations, une perte de change fictive de 38 990€ au 31 décembre 2020 sur les créances des bailleurs de fonds en devises. Cette perte pourrait se voir corrigée en positif ou négatif sur l'exercice 2021 en fonction des évolutions des cours notamment du dollar.

Ce résultat annuel ajouté au résultat reporté des années précédentes et aux réserves permet à l'association de disposer de fonds propres pour un montant de **344 189€** à fin 2020.

## Bilan (en EUR)

Les immobilisations financières à l'actif reprennent les garanties locatives qu'ASF a payé pour les bureaux que l'organisation loue à Bruxelles et dans ses pays d'intervention.

Les créances à un an au plus à l'actif reprennent principalement les montants payés à titre d'avance de trésorerie à des partenaires dans le cadre de l'implémentation conjointe de projet.

Les autres dettes au passif reprennent les montant de subsides versés par les bailleurs à l'organisation et qui n'ont pas encore été dépensés ainsi que les cotisations ONSS payées à cheval entre 2020 et 2021.

ACTIF		2020	2019	2018	2017
I. Actifs immobilisés	20/28	30.021	31.801	29.864	37.059
A. Immobilisations incorporelles	21	1.526	0	0	0
B. Immobilisations corporelles	22/27	1.274	3.994	5.949	782
B1. Installations, machines, outillage	23	1.226	3.817	5.726	535
B2. Mobilier, matériel roulant	24	48	176	223	247
C. Immobilisations financières	28	27.221	27.808	23.915	36.277
II. Actifs circulants	29/58	4.572.601	3.748.998	3.163.555	2.604.748
A. Créances à un an ou plus	40/41	422.095	417.193	113.492	145.537
B. Valeurs disponibles	54/58	4.131.870	3.303.640	3.032.337	2.454.817
C. Comptes de régularisation	490/1	18.636	28.165	17.726	4.394
<b>TOTAL</b>	<b>20/58</b>	<b>4.602.622</b>	<b>3.780.799</b>	<b>3.193.419</b>	<b>2.641.807</b>

PASSIF		2020	2019	2018	2017
I. Fonds social	1	344.190	381.014	504.982	480.109
A. Fonds affectés	13	457.181	457.181	457.181	457.181
B. Bénéfice reporté	140			47.801	22.928
C. Perte reporté	141	-112.991	-76.167	0	0
D. Subsidés en capital	15			0	0
II. Provisions pour risques et charges	16	814.983	901.205	839.844	780.044
III. Dettes	17/49	3.385.912	2.439.118	1.844.039	1.375.287
A. Dettes financières	43	0	0	0	0
B. Dettes commerciales	44	131.340	127.370	110.953	92.041
C. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	151.901	100.792	83.978	82.213
C1. Impôts	450/3	62.377	146	3.143	11.604
C2. Rénumérations et charges sociales	454/9	89.523	100.646	80.835	70.609
D. Autres dettes	47/48	3.102.671	2.210.956	1.649.108	1.201.033
D1. Dettes non productives d'intérêt	489	3.072.671	1.510.956	1.649.108	1.201.033
IV. Comptes de régularisation	492/3	57.538	59.462	4.554	6.367
<b>TOTAL</b>	<b>oct-49</b>	<b>4.602.622</b>	<b>3.780.799</b>	<b>3.193.419</b>	<b>2.641.807</b>

## Provisions au bilan

Dans le but de mieux couvrir les risques liés aux exigences actuelles de cofinancement de projets, ASF a constitué au passif du bilan une provision de 761 509€. Ce montant couvre les risques liés au cofinancement de tous les engagements financiers contractualisés par ASF jusque fin 2022.

En plus de cette provision, ASF maintient au passif du bilan deux provisions constituées pour risques juridiques pour un total de 53 472€.

## Ratios financiers

Avec un ratio de liquidité de **1,33** (1,5 fin 2019) à fin 2020, l'organisation est en mesure de rembourser toutes ses dettes au moyen de ses actifs circulants, ce qui démontre sa capacité à tenir ses engagements financiers.

Ce ratio est moins élevé qu'à fin 2019 en raison de la temporalité des tranches de financement bailleur à fin 2020. La demande prochaine de la dernière tranche du programme quinquennal DGD (2017-2021) et les financements reçus sur le premier semestre 2021 confirment nos capacités de remboursements.

Avec un ratio de solvabilité de **7%** (10% fin 2019), l'organisation voit son autonomie financière déjà peu élevée se réduire. Cela s'explique par l'augmentation du volume des subsides qui n'est pas compensée par une augmentation de nos autres sources de financements par ailleurs (dons, cotisations, autres...).



ASF adhère au Code éthique de l'Association pour l'éthique dans la recherche de fonds (AERF). Ceci implique que les donateurs, collaborateurs et employés sont informés au moins annuellement de l'utilisation des fonds récoltés.



The organisation's income amounted to in 2020, which represents an increase of 14.5% compared to 2019 when it amounted to €4,980,147 (+23% compared to 2018).

This increase only concerns project subsidies, which have increased in the majority of the organisation's intervention countries, particularly with the signing of major contracts in Tunisia and Uganda. For their part, the Indonesian partners voluntarily contributed to the DGD programme's funding in a significant way (€161.000), which has reduced our exposure to co-financing risk.

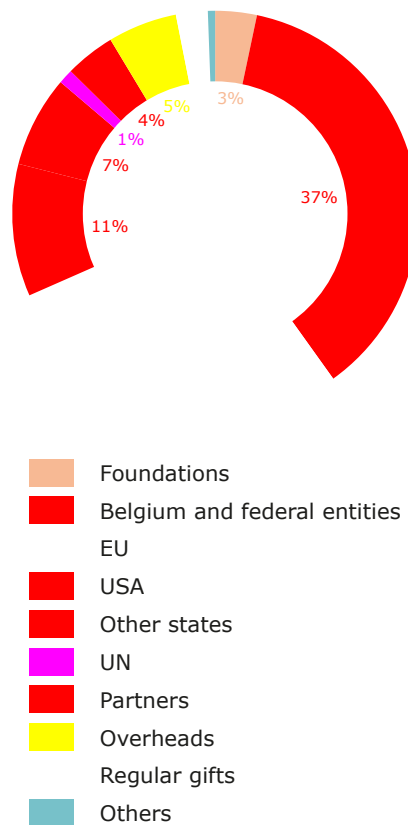
Not only is our donor base diversifying: Austrian Development Cooperation has become a new donor, an increase in American and Dutch funding, etc., but we are also seeing a trend towards an increase in the average annual project budget. This has risen, excluding DGD, from around €130K in 2019 to €145K in 2020 and this trend will be even more confirmed in 2021 with an average volume of almost €275K.

For ASF and its partners, this means more ambitious programmes and an improvement in our added value, not only thematically but also financially. Indeed, the reporting needs of larger projects require proportionally less monitoring than for smaller projects.

The funding structure has not changed since last year: ASF still receives of its income from public funds, and a minority from private funds: from donations and membership fees. As the amount of subsidies has increased and the amount of donations has remained the same as in 2019, the ratio of private to public funding has decreased slightly this year.

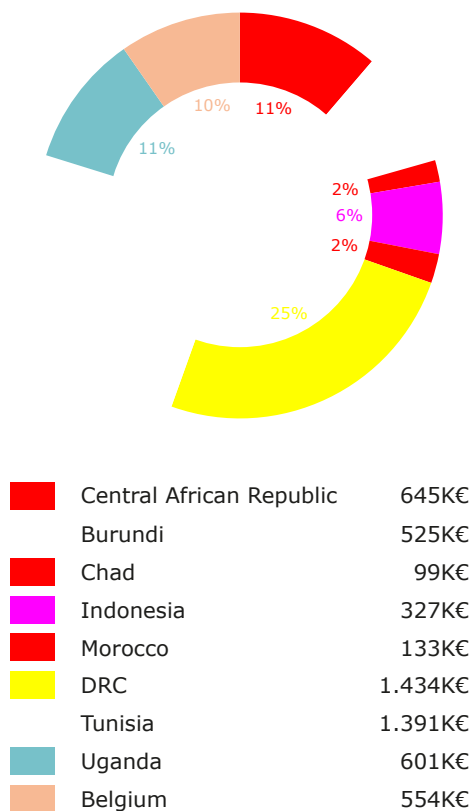
The origin of the funds in 2020 is comparable to that in 2019, with Belgium (FPS Foreign Affairs and Development Cooperation and embassies) and its federated entities (Wallonie-Bruxelles International) as the main donors for €2M, the European Union for €1.6M and the United States with €0.6M.

The balance of income comes from state cooperation (mainly the Netherlands, France, the United Kingdom and Switzerland), the United Nations, the Open Society Foundation, the valuation of partner contributions and donations and subscriptions.



The Democratic Republic of Congo has the highest financial volume of projects, with over €1.4M. It alone represents 25% of the organisation's expenditure. It is closely followed by Tunisia with 11% of expenditure. In terms of Hubs, the Mediterranean Hub (Morocco + Tunisia) accounts for 21%, while the East Africa Hub (Burundi + Uganda) accounts for 17%, launching an expansion dynamic in the region that should make it the largest budgetary area in 2021, with an estimated 22% of ASF's total budget.

Belgium represents 10% of the organisation's expenditure with 554K€ (compared to 11% / 576K€ in 2019). This figure demonstrates ASF's ability to have Brussels costs absorbed on projects via effective and recognised support from these teams to the country offices through global positions. This amount enables the central services (management, finance, human resources, communication) to function.



Year after year, ASF consolidates its existing partnerships and creates new ones with local or international organisations in the implementation of its projects.

In 2020, ASF collaborated with 10 partner organisations and they implemented 15% of the organisation's budget.

ASF implemented 15% of the budget presented to the General Assembly for 2019.

This under budget implementation rate is explained by operational difficulties related to the pandemic and the postponement of the launch of a major grant contract in Uganda from the Austrian government by almost a year (signed), which alone accounts for €350K of underspend. The remainder of the under-spending comes mainly from the International Criminal Justice project in the DRC. As explained in the presentation of the 2021 budget, the 2020 under-execution is reflected in the increase of the 2021 budget.

The annual result of this exceptional year marked by the COVID-19 pandemic is negative by . It should be noted that, in accordance with our valuation rules, this result takes into account a fictitious exchange loss of €38,990 at 31 December 2020 on foreign currency receivables from lenders. This loss could be adjusted positively or negatively in the financial year 2021 depending on the evolution of the exchange rates, particularly the dollar.

This annual result, added to the result carried forward from previous years and to the reserves, will give the association equity of at the end of 2020.

The financial assets include rental guarantees that ASF has paid for the offices that the organisation rents in Brussels and in its countries of intervention.

Receivables due within one year on the assets side mainly include amounts paid as cash advances to partners in the context of joint project implementation.

The other debts on the liabilities side include the amounts of subsidies paid by the donors to the organisation and which have not yet been spent as well as the social security contributions paid between 2020 and 2021.

In order to better cover the risks related to the current project co-financing requirements, ASF has set up a provision of €761,509 on the liabilities side of the balance sheet. This amount covers the risks related to the co-financing of all financial commitments contracted by ASF until the end of 2022.

In addition to this provision, ASF maintains two provisions for legal risks on the liabilities side of the balance sheet for a total of €53,472.

With a liquidity ratio of (1.5 at the end of 2019) at the end of 2020, the organisation is able to repay all its debts from its current assets, demonstrating its ability to meet its financial commitments.

This ratio is lower than at the end of 2019 due to the timing of the donor funding tranches at the end of 2020. The upcoming request for the last tranche of the five-year DGD programme (2017-2021) and the financing received in the first half of 2021 confirm our repayment capacities.

With a solvency ratio of (10% at the end of 2019), the organisation's already low financial autonomy is being reduced. This is due to the increase in the volume of subsidies, which is not offset by an increase in our other sources of funding (donations, membership fees, etc.).



ASF adheres to the Code of Ethics of the Association for Ethics in Fundraising (AERF). This means that donors, staff and employees are informed at least annually about the use of the funds raised.



## Inkomsten en financieringsstructuur

De inkomsten van de organisatie bedroegen **€5.705.155,41** in 2020, wat een stijging van 14,5% betekent ten opzichte van 2019, toen ze €4.980.147 bedroegen (+23% ten opzichte van 2018).

Deze stijging betreft alleen de projectsubsidies, die in de meeste landen waarin de organisatie actief is, gestegen zijn, met name door de ondertekening van belangrijke contracten in Tunesië en Oeganda. De Indonesische partners van hun kant hebben het DGD-programma vrijwillig in aanzienlijke mate medegefinancierd (161K€ voor hen alleen), waardoor wij minder risico lopen bij medefinanciering.

Niet alleen diversifieert onze donorbasis: Oostenrijkse ontwikkelingssamenwerking als nieuwe donor, toename van Amerikaanse en Nederlandse financiering, enz... maar we constateren ook een tendens naar een toename van het gemiddelde jaarlijkse projectbudget. Dit is, exclusief DGD, gestegen van ongeveer 130K€ in 2019, naar 145K€ in 2020 en deze trend zal in 2021 verder aanhouden met een gemiddeld volume van bijna 275K€.

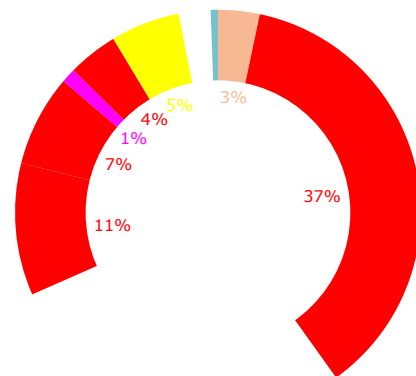
Voor ASF en haar partners vertaalt dit zich in meer ambitieuze programma's en een verbetering van onze meerwaarde, niet alleen thematisch, maar ook financieel. De rapportagebehoeften van grotere projecten vergen immers verhoudingsgewijs minder opvolging dan die van kleinere projecten.

De financieringsstructuur is niet veranderd ten opzichte van vorig jaar: ASF ontvangt nog steeds het grootste deel van haar inkomsten uit overheidsmiddelen (**97%**) en een minderheid uit particuliere middelen (**2,5%** uit giften en bijdragen). Aangezien het bedrag aan subsidies gestegen is en het bedrag aan giften hetzelfde gebleven is als in 2019, is de verhouding tussen particuliere en overheidsfinanciering dit jaar dus licht gedaald.

## Herkomst van de middelen

De herkomst van de middelen in 2020 is vergelijkbaar met de situatie in 2019, met België (FOD Buitenlandse Zaken en Ontwikkelingssamenwerking en ambassades) en zijn gefedereerde entiteiten (Wallonië-Brussel Internationaal) als belangrijkste donoren voor 2 miljoen euro, de Europese Unie voor 1,6 miljoen euro en de Verenigde Staten met 0,6 miljoen euro.

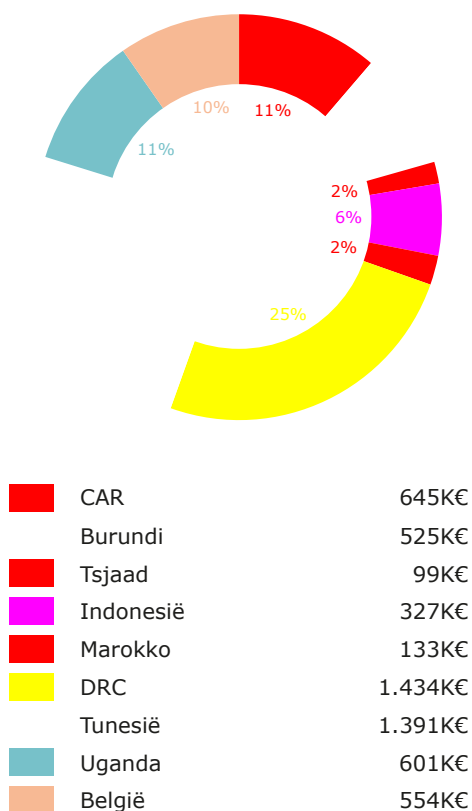
Het restant van de inkomsten is afkomstig van samenwerkingen met de staat (voornamelijk Nederland, Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk en Zwitserland), de Verenigde Naties, de Open Society Foundation, de waardering van partnerbijdragen en giften & bijdragen.



## Geografische spreiding van de uitgaven

In de Democratische Republiek Congo is het financiële volume van de projecten het grootst, met meer dan 1,4 miljoen euro. Dit vertegenwoordigt alleen al **25%** van de uitgaven van de organisatie. Het wordt op de voet gevolgd door Tunesië met **24%** van de uitgaven. Wat de hubs betreft, is de mediterrane hub (Marokko + Tunesië) goed voor **27%**, terwijl de hub Oost-Afrika (Burundi + Uganda) goed is voor **20%**, waarbij in de regio een expansiedynamiek op gang gebracht werd die van deze regio in 2021 de grootste uitgavenpost zou moeten maken, met naar schatting **28%** van het totale budget van ASF.

België vertegenwoordigt **10%** van de uitgaven van de organisatie met 554K€ (vergeleken met 11% / 576K€ in 2019). Dit cijfer toont aan dat ASF in staat is de Brusselse kosten op te nemen bij de projecten door een doeltreffende en erkende ondersteuning van de teams aan de landenkantoren via zogenaamde globale posten. Dit bedrag is bestemd voor de werking van de centrale diensten (directie, financiën, personeelszaken, communicatie).



## ASF en haar partners

Jaar na jaar consolideert ASF haar bestaande partnerschappen en creëert ze nieuwe partnerschappen met lokale of internationale organisaties in het kader van de uitvoering van haar projecten.

In 2020 werkte ASF samen met **40** partnerorganisaties en deze voerden **13%** van het budget van de organisatie uit.

## Uitvoeringsgraad bij het budget

ASF heeft **85%** van het budget voorgelegd aan de Algemene Vergadering van 2019 uitgevoerd.

Deze onderbesteding is te verklaren door operationele problemen in verband met de pandemie en het uitstel met bijna een jaar van de start van een belangrijk (ondertekend) subsidiecontract van de Oostenrijkse regering in Oeganda, dat alleen al goed is voor een onderbesteding van 350K€. De rest van de onderbesteding komt voornamelijk voor rekening van het project inzake internationaal strafrecht in de DRC. Zoals tijdens de presentatie van het budget voor 2021 toegelicht werd, komt de onderbesteding voor 2020 tot uiting in de verhoging van het budget voor 2021.

## Resultatenrekening (in EUR)

Het jaarresultaat van dit uitzonderlijke jaar, dat door de COVID-19-pandemie gekenmerkt werd, is negatief met **€36.824**. Merk op dat dit resultaat, overeenkomstig onze waarderingsregels, rekening houdt met een fictief wisselkoersverlies van €38.990 op 31 december 2020 op vorderingen van donors in vreemde valuta. Dit verlies zou in 2021 positief of negatief bijgesteld kunnen worden, afhankelijk van het verloop van de wisselkoersen, met name van de dollar.

Dankzij dit jaarresultaat, vermeerderd met het overgedragen resultaat van de vorige jaren en de reserves, zal de vereniging eind 2020 kunnen beschikken over een eigen vermogen van **€344.189**.



ASF onderschrijft de Ethische Code van de Vereniging voor Ethiek in de Fondsenwerving. U heeft recht op informatie. Dit houdt in dat leden en schenkers tenminste jaarlijks op de hoogte gebracht worden van wat met de verworven fondsen gedaan werd.

Thanks to Dorra Bouali, Camille Burlet, Pierre Heddebaut, Sharon Joy Luciima, Simon Mallet, Mustapha Mezroui, Marie-Caroline Motta, Patrick Mugula, Doreen Musaizi, Elisa Novic, Jean Nsengiyumva, Liliane Umubyeyi, Chantal van Cutsem, Irene Winnie Anying, Yunita and the whole ASF team for their contributions to this report.

ASF's Board members : Patrick Henry (President), Marco Schoups (Vice-president), Edgar Boydens, Michel Forges, Sibylle Gioe, Olivier Haenecour, Frans Macken (Treasurer), Claude Maon, Jacqueline Oosterbosch, Franck Signoret, Jean-Marc Verjus.

Rapport annuel 2020 / Annual report 2020 / Jaarverslag 2020

Responsible publisher: Chantal van Cutsem,  
Avenue de la Chasse 140 Jachtlaan, 1040 Brussels

Translations: Veerle Pattyn

Layout: Arctik

Avocats Sans Frontières, 2020

© Avocats Sans Frontières (ASF)

ASF allows the use of this original work for non-commercial purposes, provided it is attributed to its author by citing its name. ASF does not allow the creation of derivative works. This manual is available under the terms of the Creative Commons Attribution License – Non-commercial use – No derivatives – 4.0 International: <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>.



■ **Avocats Sans Frontières**  
Non-profit association under Belgian law

Avenue de la Chasse 140 Jachtlaan  
1040 Brussels  
Belgium  
Phone: +32 (0)2 223 36 54

**Help bring about a fairer world  
by supporting justice  
and the defence of human rights.**

Make a donation to Avocats Sans Frontières  
IBAN: BE89 6300 2274 9185  
BIC: BBRUBEBB

Or at [www.asf.be](http://www.asf.be)



Réalisé avec le soutien de la  
Direction-Générale Coopération au  
Développement et Aide humanitaire

